

*l'Anti*capitaliste

n°368 | 26 janvier 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

LEUR VIEILLE GAUCHE A FAILLI

VIVE L'ANTI-CAPITALISME

A graphic featuring several grey gears of various sizes. A large red lightning bolt strikes a central gear, creating a bright white and grey spark effect. The text 'VIVE' is written in large red letters above the gears, and 'L'ANTI-CAPITALISME' is written in large red letters below them.

Dossier

GRÈCE: DEUX ANS APRÈS...

Pages 6 et 7

ÉDITO

Tant qu'il le faudra...

Page 2

PREMIER PLAN

Grande-Bretagne. Brexit: conservateurs à l'offensive, gauche en difficulté

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

USA. Trump: agressivité et impopularité, un record historique!

Page 10

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Karl Ghazi et Laurent Degousée sur le travail dominical

Page 12



édito

Par PENNY DUGGAN

Tant qu'il le faudra...

Samedi dernier, quelque 4 millions de personnes ont manifesté sur les sept continents. À l'origine de cette mobilisation, un appel aux femmes américaines à manifester contre l'élection de Donald Trump, connu pour ses attitudes sexistes, ses prises de position contre les droits des femmes. L'appel a rapidement rencontré un large écho : d'informel, il est devenu plus organisé avec des co-présidentes de l'initiative pour représenter la diversité des femmes américaines, avec une déclaration des principes pour en faire une initiative inclusive. Le résultat a été la première mobilisation coordonnée mondiale depuis les mobilisations antiguerre du 15 février 2003. Certes, la mobilisation n'est pas au même niveau à l'échelle mondiale, mais aux États-Unis même, avec plus de 3 millions de manifestantEs, elle a largement dépassé 2003, et en Grande-Bretagne, la manifestation qui a regroupé 100 000 personnes à Londres était du même ordre que celle d'il y a 14 ans. Dans ces mobilisations, de la solidarité, mais aussi la reconnaissance que partout on n'a pas simplement à se battre encore pour les droits des femmes, mais que ce que l'on a déjà gagné est toujours l'objet d'attaques incessantes de courants réactionnaires, sexistes, patriarcaux, xénophobes, antimigrants. Donc résister est une urgence, pour nous-mêmes ici aussi : à Paris ce dimanche, les forces anti-IVG ont de nouveau manifesté par milliers ; le candidat de la droite institutionnelle est issu du courant catholique conservateur ; et le FN, dont une partie de sa base est liée aux catholiques intégristes anti-IVG, caracole en tête dans les sondages... Victimes de l'austérité, nous luttons au quotidien pour maintenir les centres IVG ouverts, pour avoir les moyens pour les faire fonctionner. Au-delà, nous nous battons pour défendre les droits de toutes les femmes de mener leurs vies comme elles l'entendent. L'enjeu est de construire un mouvement dans la durée, prenant en compte le besoin d'en faire un mouvement qui reflète toute la diversité de celles et ceux qui souhaitent résister à la morsure réactionnaire. Ceci n'est que le commencement, et pour reprendre les mots de l'inimitable Ella Baker, « *Nous qui croyons en la liberté, nous ne nous reposerons pas avant qu'elle advienne.* ».

BIEN DIT

Après plus de 420 jours et cinq prolongations, tout indique pourtant que cet état d'urgence est aujourd'hui inefficace en matière de lutte contre le terrorisme et dangereux pour les libertés et pour la démocratie. (...) Parce que ses effets ne sont pas toujours visibles pour l'ensemble des citoyens, et parce que le discours politique veut nous convaincre de son innocuité pour l'État de droit, on court aujourd'hui un grand risque : celui d'y voir un instrument ordinaire de lutte antiterroriste et de sous-estimer ses effets corrosifs durables sur notre démocratie.

Extrait de la tribune « *Non à la pérennisation de l'état d'urgence!* » signée (entre autres) par ÉTIENNE BALIBAR, VANESSA CODACCIONI et THOMAS PIKETTY, dans le Monde du dimanche 15 janvier

À la Une

Leur vieille gauche a failli Vive l'anticapitalisme!

Le premier tour de la primaire de la « Belle alliance populaire » marque une nouvelle étape de la crise du PS. Seul Cambadélis, assis sur son fauteuil de premier secrétaire, semble se réjouir d'un résultat qui ne masque pas le processus d'implosion en cours...

Malgré l'ajout de 350 000 faux votants à la dernière seconde, la direction du PS est obligée de reconnaître qu'il y en a trois fois moins que pour la primaire de la droite. Cette faible participation, pour la modique somme de 1 euro, montre la distance prise vis-à-vis du PS par sa base électorale habituelle.

Une seule solution, c'est Benoît Hamon ?

On ne peut que se réjouir de la deuxième claque reçue par Valls, dont la campagne ressemble à un gag aussi honteux que la politique qu'il a menée. Pour certains votantEs, la victoire de Hamon est donc une revanche sur Hollande et Valls, sur la dérive de plus en plus droitière du PS. Mais on ne peut pas y voir pour autant une issue pour le mouvement ouvrier.

Car Hamon s'est certes démarqué du gouvernement sur l'état d'urgence et la loi travail, mais on n'oublie pas son bilan du quinquennat : « *un goût d'inachevé, comme si on était resté au milieu de gué.* » Quoi ? Aurait-il fallu davantage réprimer, casser le code du travail, intervenir militairement ? Hamon accepte les exécutions ciblées, ne renie pas plus son passage au ministère de l'Éducation, avec le mensonge de la création de 60 000 postes... Il n'est pas parti du gouvernement, mais en a été évincé pour ses critiques – modérées – envers l'orientation de Valls. Et pour cause : il faisait partie de la majorité au dernier congrès du PS... et a même contribué, avec son comparse Montebourg, au remplacement de Ayrault par Valls ! À une exception près, il n'a pas voté les motions de censure contre le gouvernement... mais a voté tous les budgets !

Son programme ne propose pas d'amélioration réelle pour les salariéEs. Son projet de revenu universel est une simple augmentation du

RSA de 10 %, et pas un mot sur la réquisition des logements vides ou contre le CICE... Le site de Hamon est un modèle de publicité mensongère, une compilation de propositions indigentes. Ainsi, lorsque l'on clique sur « *Une nouvelle étape dans le partage du temps de travail* », on apprend que Hamon est favorable aux temps partiels et aux 35 heures... Quel changement !

« Quand le lion est mort, les chacals se disputent l'empire »

Le Parti socialiste est délabré. Macron tente de rallier à sa candidature la droite du PS, celle qui est ouvertement procapitaliste. Avec lui, ce secteur espère maintenir les postes d'élus et couper enfin les ponts avec la gauche.

De son côté, le cœur de l'appareil du PS aura bien du mal à soutenir le « frondeur » Hamon, qu'il hésitait à exclure au moment des votes de défiance... Et certains militantEs craignent ouvertement l'explosion à brève échéance.

De l'autre côté, les soutiens à Mélenchon ont multiplié les déclarations contre Hamon... au point de se demander s'ils ne préféreraient

pas Valls ! Ils craignent la victoire du candidat de la « gauche du PS », car Mélenchon aura plus de mal à se différencier du probable futur candidat du PS, lui qui a aussi été ministre d'un gouvernement de gauche. Sur certains sujets, comme les migrantEs et les questions internationales, les positions de Mélenchon sont même plus à droite que celles de Hamon ! Et sur les salaires, on ne voit pas bien les différences...

Rompre avec cette vieille gauche, vite !

Décidément, rien ne se passe comme prévu dans cette primaire : l'émergence de Macron, l'abandon de la bataille par Hollande et le PCF, la défaite annoncée de Valls... Le point commun est l'usure des partis qui gèrent les affaires du capital, dans un monde touché par une profonde crise économique, sociale, écologique, morale et politique. Il n'y a pas de solution pour le mouvement ouvrier dans la candidature de Hamon, pas plus d'ailleurs que dans celle de Mélenchon (dont les soutiens s'illustrent par exemple dans la gestion libérale de la ville de Grenoble²). La chute du Pasok



(le PS grec), puis les trahisons de Syriza, comme en France la chute actuelle du PS en France, les discours chauvins de Mélenchon ou la mollesse des mots d'ordre sociaux de ces candidats ont les mêmes racines : la tentative, quelle que soit la sincérité des militantEs qui les soutiennent, de gérer le système, dans le cadre de ses institutions, et le refus de l'affrontement avec le capital.

Ce lundi 23 janvier, notre camarade Philippe Poutou, candidat à l'élection présidentielle, était en grève pour sauver les emplois chez Ford, pendant que le PS bidouillait, que les soutiens à Mélenchon vociféraient contre ces trucages, et que les journalistes commentaient... C'est de ce côté, celui des luttes des travailleurs, de la reconstruction d'un rapport de forces pour défendre nos intérêts, et d'un programme de rupture avec le capitalisme, que se situe la solution. Quand Hamon défend le revenu universel à 600 euros (financé on ne sait comment), nous revendiquons la continuité du salaire à hauteur d'un SMIC à 1700 euros net et l'interdiction des licenciements. Quand Mélenchon dérape sur la question des travailleurs détachés ou sur ses réponses à la « crise des migrants », nous revendiquons les mêmes droits pour touTEs, la liberté de circulation et d'installation. Avec pour objectif de construire une force politique qui défende les intérêts des oppriméEs et des exploitéEs, jusqu'au bout.

Antoine Larrache

1 – Dixit les Tontons flingueurs

2 – Voir la revue *l'Anticapitaliste* n°82 :

<https://npa2009.org/idees/societe/dans-les-quartiers-sud-de-grenoble-du-collectif-face-aux-politiques-securitaires>

GRANDE-BRETAGNE

Brexit : conservateurs à l'offensive, gauche en difficulté

Depuis le référendum du 23 juin 2016, le gouvernement anglais n'avait guère précisé ses intentions quant à sa vision du Brexit. La dernière semaine a marqué le début de la clarification : la droite conservatrice accentue son offensive pro-patronale et anti-immigrés.

Le temps mis à commencer à clarifier la position britannique s'explique fondamentalement par les hésitations du gouvernement. Il y a, bien sûr, la volonté d'amener préalablement les membres de l'UE (Union européenne), à commencer par l'Allemagne et la France, à dévoiler leur vision de la négociation. Mais ce n'est pas l'essentiel : le résultat du référendum ne correspondait pas à ce que souhaitaient les secteurs dominants du capital britannique, d'où la nécessité pour Theresa May,

la Première ministre, de se concerter avec les différents secteurs de la bourgeoisie et d'harmoniser les positions au sein de son propre parti conservateur.

Le 17 janvier, elle a donc dévoilé ses batteries. Tout d'abord, Theresa May entend mettre en pratique un des slogans nationalistes de la campagne « *Take back control* » (« Reprendre le contrôle »), c'est-à-dire la fin des règles et juridictions européennes. Ensuite, elle entend clairement terminer avec la liberté de l'immigration

entre l'Europe et le Royaume-Uni et, comme les gouvernements européens lui ont signifié qu'ils n'entendaient pas aller plus loin que les concessions faites à son prédécesseur avant le référendum (limitation des droits sociaux des nouveaux immigrantEs), elle annonce la sortie non seulement du marché unique européen mais aussi de l'union douanière. Elle souhaite négocier de nouveaux accords commerciaux avec l'UE et le reste du monde (Trump a déjà clamé qu'il y était disposé...).

Fixer le nouveau cadre de fonctionnement du capital

Theresa May est confortée par le fait que la catastrophe économique immédiate annoncée par les opposants au Brexit (effondrement de la livre sterling, récession) ne s'est pas produite. Il s'agit pour elle de fixer le nouveau cadre de fonctionnement du capitalisme en Grande-Bretagne, notamment de préserver le rôle central de la finance britannique et de demeurer attractif pour les investissements étrangers. Mais ce n'est pas simple. Ainsi elle agit la perspective de baisse massive des impôts sur les entreprises pour attirer les investissements, et dans le même temps, elle a présenté une nouvelle stratégie de modernisation de l'industrie, de soutien à la recherche et de développement des régions en difficulté.

Elle semble donc adopter une stratégie d'intervention de l'État : « *Nous ne pouvons laisser les forces du marché*

Un monde à changer

CRIMINALISER LA SOLIDARITÉ, ÇA SUFFIT! «Azuréen de l'année» pour la majorité des lecteurs de *Nice Matin*, dénoncé par Éric Ciotti au procureur de la République pour son aide apporté aux migrantEs, Cédric Herrou est à nouveau l'objet d'une véritable persécution policière et judiciaire. Perquisition de son domicile, nouvelle mise en garde à vue de 36 heures, intimidations de ses proches, des habitantEs de La Roya, et des journalistes présents, les autorités publiques ne tolèrent pas qu'un citoyen lambda défie l'Europe forteresse en faisant franchir à des migrantEs la sacro sainte frontière avec l'Italie et les héberge chez lui. Pire, il le revendique: « Vos frontières ont blessé des femmes, des enfants, des familles que j'héberge chez moi... Vos frontières font mal! », s'est-il indigné lors d'un «débat télévisé» avec Manuel Valls.

Le gouvernement français a paraît-il abrogé en 2012 le délit de solidarité, et se réfugie derrière une abrogation suffisamment vague pour que l'article L 6222-1 du CESEDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) soit encore appliqué dans les juridictions... Jamais aucune loi, aucun tribunal, aucune descente de police, ne doit nous faire reculer devant le devoir d'assistance que nous avons envers celles et ceux qui fuient les zones de guerre ou la pauvreté. Et sous des formes diverses, les prises de position et appels, et surtout les actions d'aide aux réfugiéEs se multiplient dans tous le pays, démontrant que les idées de solidarité, de rejet du racisme, existent. Oui, un autre monde est possible, sans patries ni frontières! Et il s'exprimera aussi dans la rue le dimanche 19 mars...

Une résolution de l'ONU de septembre 2014 recommandait aux États « d'adopter des lois visant à s'attaquer à la menace des combattants terroristes et étrangers ». Elle a été reçue de façon diverse par les gouvernements des États membres de l'Union européenne: une moitié d'entre eux n'ont pas pris de mesures nouvelles pour lutter contre le terrorisme, mais quatorze autres, prenant prétexte de cette résolution onusienne, ont durci leurs législations.

Un recul drastique des libertés et des droits

Amnesty l'affirme, « les lois adoptées sont de nature à remettre en cause les principes fondamentaux des droits humains et des libertés ». Ces lois d'exception votées en procédure accélérée conduisent toutes au renforcement des pouvoirs des exécutifs et de leurs services et à une parodie de justice définissant le délit à partir de la seule intention, ce qui permet de punir sur les bases du simple soupçon.

Les dérogations au respect des droits humains et des libertés sont multiples: les droits au respect de la vie privée, à la libre circulation, à l'expression de son opinion, le principe du non-refoulement aux frontières et même la vie, puisque des armes prétendument « non létales » ne sont toujours pas interdites. Parmi les mesures légalisées, le rapport note que les perquisitions administratives effectuées la nuit et de manière violente et humiliante sont particulièrement traumatisantes

RAPPORT La France, fer de lance du tout sécuritaire en Europe!

C'est ce qu'affirme Amnesty International dans une étude publiée le 17 janvier, étude qui examine les législations des pays membres de l'Union européenne ayant voté des mesures d'exception dans le cadre de la lutte contre le terrorisme...



L'ordre gouvernemental contre les manifestations... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

et qu'il s'agit d'ailleurs plus de terroriser que de lutter contre le terrorisme. Enfin, Amnesty relève que « ces législations liberticides ont été portées par des gouvernements modérés ». La pseudo gauche plus efficace que la droite pour contraindre les peuples?

L'État français précurseur

D'après le rapport, les États européens ayant les politiques les plus sécuritaires sont la Hongrie,

l'Autriche, la Pologne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Espagne et la France. Celle-ci obtient la palme d'or, Hollande et son gouvernement ayant fait adopter le plus de lois liberticides. C'est aussi le seul État sous état d'urgence... Les prolongations de celui-ci permettent surtout de contrôler durablement les citoyenEs, de cibler de manière discriminatoire les réfugiéEs, migrantEs, les minorités issues

notamment des anciens pays colonisés, les défenseurs des droits humains et les opposants politiques. Cela d'autant plus que les perquisitions sont par exemple très inefficaces: entre novembre 2015 et novembre 2016, seules 1,5% de celles-ci ont donné lieu à des poursuites judiciaires en lien avec le terrorisme, sans résultat à ce jour. Et les préparatifs d'attentats qui ont été déjoués auraient parfaitement pu l'être grâce aux lois déjà existantes. Le rapport estime aussi que les assignations à résidence administratives sont particulièrement attentatoires parce elles suppriment sur des temps longs toutes les libertés et beaucoup de droits, dont celui d'aller au travail ou à l'école.

Aujourd'hui, le gouvernement français participe activement à la préparation d'une directive européenne sur la lutte contre le terrorisme. Il espère sans doute peser ainsi dans le droit européen pour légitimer des décisions qui suscitent en France de plus en plus de contestations. Contre l'état d'urgence, il y a urgence! **Roseline Vachetta**

Le chiffre

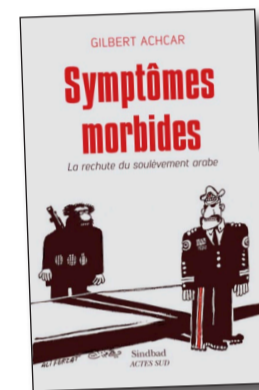
44

C'est, en millions d'euros, ce qu'a touché au total le groupe d'habillement et de chaussures Vivarte au titre du fameux crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Une manne à laquelle s'ajoutent les 26 millions d'euros par an d'allègements Fillon accordés sur les bas salaires... Après la perte de 250 magasins et de 1 500 salariéEs en 2015 et en 2016, le groupe annonce aujourd'hui la cession de deux de ses marques phares, André et Naf Naf, ainsi que la fermeture de 147 magasins de la Halle aux chaussures...



Agenda

Samedi 28 janvier, rencontres de La Brèche, Paris. *Symptômes morbides.*



La reculte du soulèvement arabe de Gilbert Achcar, présenté par Julien Salingue qui en a assuré la traduction, à 17h30 à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e (métro Daumesnil).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Le développement industriel a besoin de salariés innovants, aux compétences reconnues, bien rémunérés, occupant des emplois stables et prenant une part active aux décisions. Seuls des salariés compétents et impliqués sont, en effet, en mesure de donner aux entreprises les capacités d'innover. Ici réside le compromis fondamental entre le capital et le travail sans lequel aucun développement n'est possible.

Extrait de la tribune « Redonnons la priorité à l'industrie » signée (entre autres) par ARNAUD MONTEBOURG, ÉRIC COQUEREL, PIERRE LAURENT, JEAN-CLAUDE MAILLY, PHILIPPE MARTINEZ et BERNARD THIBAUT, dans le *Monde* du mercredi 18 janvier.

international agir seules ou juste compter sur un accroissement de la prospérité générale» a-t-elle précisé. Tout cela montre bien que les gouvernements, même les plus conservateurs, sont prêts à des accommodements avec leur libéralisme quand cela répond aux intérêts capitalistes... Autre question, celle du positionnement militaire de la Grande-Bretagne. « Nous continuerons à travailler de manière rapprochée avec nos alliés européens sur les questions diplomatiques et la Défense. » Le Royaume-Uni ne peut plus s'autoriser financièrement à disposer d'une armée entièrement autonome et, malgré les déclarations d'amour de Trump, celui-ci est un partenaire incertain qui menace de réduire son implication dans l'Otan. Enfin, pour Theresa May, il s'agit de rassurer les Écossais et les Irlandais du Nord qui avaient voté contre le Brexit: « Nous trouverons une solution

pratique pour permettre le maintien d'une zone de voyage commune avec la république d'Irlande ».

Une gauche désorientée et divisée

La gauche est en difficulté face à un Brexit dont les conservateurs maîtrisent le processus. Le parti travailliste apparaît désorienté et, bien que traditionnellement plutôt pro-européen, soucieux de ne pas se couper de la fraction de l'électorat populaire qui a voté pour le Brexit. Jeremy Corbyn a affirmé que « Ce que nous ne voulons pas, c'est que la Grande-Bretagne devienne une économie d'aubaine aux portes de l'Europe abaissant l'impôt sur les sociétés et encourageant les bas salaires », mais ses déclarations sur l'immigration peuvent marquer un tournant dangereux. Le dirigeant du syndicat Unite, Len McCluskey, va même jusqu'à détourner des citations de Marx pour affirmer que le contrôle



de l'immigration peut être en faveur des travailleurs...

À l'extrême gauche, les divergences de la campagne référendaire perdurent. Ainsi, contrairement au SWP (qui avait défendu la sortie de l'Union européenne), Left Unity (partisan

du « Romain ») dénonce à nouveau la sortie du marché unique. Une convergence reste possible sur la bataille pour les droits des migrantEs. Avec le soutien aux grèves, ce serait effectivement la priorité... **Henri Wilno**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017

PHILIPPE POUTOU

PRIMAIRES

Goût amer pour le PS

Avec 1,6 million de participants, contre 2,7 millions en 2012 et plus de 4 millions pour celle de la droite en novembre, le premier tour de la primaire de la Belle alliance populaire entérine le désaveu majeur de l'électorat populaire à l'égard du Parti socialiste, qui perd même les élections qu'il organise!

C'est dans les quartiers populaires que la participation a été la plus faible, y compris dans les bastions électoraux historiques du PS. Après cinq années de gouvernements Hollande, totalement dévoués aux intérêts des riches et des puissants, il n'y a plus grand monde pour s'intéresser au choix du candidat socialiste officiel, au destin électoral scellé à l'avance, promis à la relégation derrière Macron et Mélenchon...

Une claque de plus pour Valls
Valls peut faire encore plus la gueule que d'habitude : sa deuxième place, les ralliements de Montebourg et d'Aubry à Hamon, ajoutés à l'absence de consigne de vote de Peillon, le mettent dans une fâcheuse posture pour le second tour. Son élimination de plus en plus probable avant même le premier tour de la présidentielle ne peut que réjouir toutes celles et ceux qui ont lutté avec acharnement contre la loi travail, contre l'état d'urgence, contre les violences policières, contre le racisme d'État! « *Un choix très clair se présente désormais (...), le choix entre la défaite assurée et la victoire possible, entre des promesses irréalisables et une gauche crédible qui assume les responsabilités du pays* », a déclaré Valls dimanche soir. Pour tenter de battre Hamon, il n'aura effectivement pas d'autre créneau qu'un positionnement le plus avancé vers la rupture avec ce qui pouvait encore un tant soit peu rattacher le PS à son passé de parti de gauche.



Hamon le marchand d'illusions...

Du côté de Hamon, lui aussi ancien ministre de Hollande, le discours sera sans doute à l'inverse le plus à gauche possible... au moins le temps de gagner la primaire! Son arrivée en tête du premier tour avec 36% des voix, score totalement inespéré il y a quelques mois encore, reflète parmi les militantEs et ce qui reste du noyau dur des sympathisantEs du PS, une aspiration à une autre politique que celle menée par leur parti durant les cinq dernières années. Aussi Hamon entretient parmi eux ce qui reste d'illusions vis-à-vis d'un « bon gouvernement de gauche », notamment avec son hochet du revenu universel : une mesure totalement compatible avec le capitalisme...

puisqu'il contribuerait, s'il était mis en place, à faire baisser encore plus la part dévolue aux salaires dans la répartition des richesses! Et une fois les primaires terminées, comme chaque candidat s'y est engagé, il faudra alors « rassembler ». Que ce soit Hamon ou Valls, ils auront à cœur, comme il l'ont toujours fait par le passé, de se montrer dignes de postuler à la gestion loyale des affaires de la bourgeoisie. Même si cette fois, ils ont très peu de chances d'y parvenir, l'un comme l'autre!

Macron et Mélenchon s'y voient déjà...

La décomposition avancée du PS, accélérée par le renoncement de Hollande à briguer un second mandat, libère un espace pour Macron

le millionnaire, ancien premier de la classe du gouvernement Valls, initiateur d'une de ses principales lois anti-ouvrières, et intronisé par les médias comme l'homme du renouveau!

Elle donne en même temps un peu de crédit aux ambitions de Mélenchon de se qualifier pour le deuxième tour. Mélenchon fait rire le public de ses meetings en parlant du « casse-noix Macron-Mélenchon, au milieu duquel se trouve le PS qui fait de l'huile ». L'image révèle dans quel état d'esprit se trouve le candidat de France insoumise : celui de prétendre au rôle de relève de chef de la gauche institutionnelle, face à Macron. Dans un entretien au *Journal du dimanche* le 22 janvier, Mélenchon estimait qu'un désistement du vainqueur de la primaire organisée par le PS en sa faveur ou en celle d'Emmanuel Macron « *fait partie des probabilités* »...

De son côté, Macron reçoit de plus en plus de soutiens de la part de dirigeants socialistes, apeurés par la débâcle électorale annoncée pour leur parti. À tel point que dans l'entourage de Macron, on affirme « *qu'on ne prendra pas les crevards* ». Chouette ambiance...

Mais au-delà de ces postures dictées par l'arivisme ou la mégalomanie, se profilent des programmes politiques qui peuvent paraître très différents à première vue, mais qui ont en commun le fait de se situer dans le cadre du système capitaliste. Ni Macron, ni Hamon, ni Mélenchon... « ni Dieu, ni César, ni tribunal, sauvons-nous nous-mêmes »!

Marie-Hélène Duverger

Agenda

Judi 26 janvier, réunion publique du NPA, Limoges. Avec Philippe Poutou, à 20h, salle Léo-Lagrange (derrière la mairie).

Judi 26 janvier, réunion publique du NPA, Dijon. « *Quel avenir au Moyen-Orient, quelles évolutions, quels impacts en France et en Europe, quelles responsabilités?* » avec Julien Salingue, à 20h au Centre de rencontre international, 1 avenue Champollion, angle avenue de Dallas.

Samedi 28 janvier, réunion publique du NPA, Valence. Avec Philippe Poutou, à 19h au Parc des expositions, 16 avenue Georges-Clemenceau.

Mardi 31 janvier, réunion publique du NPA, Tours. Avec Philippe Poutou, à 20h30 salle 121 des Halles.

Mardi 31 janvier, réunion publique du NPA, Pantin. Avec Olivier Besancenot, à 19h30 à la salle André-Breton, 25 rue du Pré-Saint-Gervais.

Mercredi 1^{er} février, réunion publique du NPA, Talence/Pessac. Avec Philippe Poutou, à 18h à Science Po sur le campus universitaire.

Mercredi 1^{er} février, réunion publique du NPA, Toulouse. « *Nos réponses internationalistes* », avec Ghayath Naisse, à 20h salle 1 de la maison de la citoyenneté, 7 rue Gelibert.

Judi 2 février, réunion publique du NPA, Albi. Avec Philippe Poutou, à 20h30 au 21 avenue Bellet.

NPA Arguments de campagne

Racisme : le pire n'est pas certain!

Y a-t-il urgence?

Les dernières statistiques sur le racisme dans l'opinion en France semblent paradoxales : l'indice de tolérance s'est remis à augmenter pour toutes les catégories... mais les actes racistes continuent d'augmenter sur la durée. Ce qui est clair c'est que le racisme progresse de manière continue dans les politiques et les discours dominants. Les programmes de Hamon et Mélenchon sont en recul par rapport à ce qui semblait un minimum pour la gauche il y a encore quelques années (par exemple la liberté de circulation). Mais surtout, les programmes et les discours de Le Pen à Valls en passant par Fillon annoncent une politique d'État encore plus dure dans les années qui viennent. Tout cela crée un climat de racisme décomplexé qui aura des conséquences graves. Ainsi, à la rentrée de septembre, le sociologue Saïd Bouamama alertait sur « *la construction progressive des conditions d'un pogrome* »...

S'agit-il d'une diversion?

Le racisme agit sur la vie de millions de Noirs, Arabes, Roms, musulmanEs... Soit plus du tiers de notre classe, travailleurs, jeunes, habitantEs des quartiers populaires. Entre 5 et 8 fois plus contrôlés par les flics, plus pauvres que la moyenne, discriminéEs à l'embauche, dans l'accès au logement ou



à l'éducation, les raciséEs subissent directement la violence du racisme qui amplifie toutes les autres formes de discriminations (de classe, de sexe, de genre...). Cette logique ancienne est renforcée par la tendance actuelle au nationalisme économique et au renforcement des frontières et de l'État fort. C'est pourquoi le racisme d'État va de pair avec le renforcement de l'idée nationale. Il s'agit pour la classe dirigeante de lier la classe ouvrière blanche à l'État et aux intérêts du capitalisme français. Il n'y aura pas de possibilité d'unité de notre classe sans lutte déterminée contre le racisme et le nationalisme.

Peut-on découpler racisme et question sociale?

Deux arguments servent de base au racisme le plus large. Le premier est qu'une partie de la population ne serait pas en capacité de s'intégrer pour des raisons culturelles. Il y aurait plus d'homogénéité entre le patron français d'une grande compagnie et ses salariéEs français blancs, qu'entre ceux-ci et les salariéEs arabes, noirs ou étrangers. Plus d'intérêts en commun entre une femme bourgeoise blanche et française et une caissière blanche et française qu'entre celle-ci et ses collègues non blanches. Bref, en dépit de toutes les études qui

montrent le contraire, le déterminant « ethnique » serait beaucoup plus significatif que le déterminant social. Le second est qu'« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Il y a déjà trop de chômage, trop de dettes... et trop de pays pauvres et en guerre. Accepter cet argument, c'est se condamner à accepter aussi tous ceux qui justifient les politiques d'austérité... au nom de la même logique : on ne peut donner du travail à tout le monde, on ne peut pas rembourser tous les médicaments, il faut baisser les salaires, etc.

Nos revendications sont-elles irréalistes?

Ce gouvernement qui mène une politique raciste n'arrête pas de proclamer ses valeurs antiracistes. Or se battre contre le racisme c'est lutter contre la réalité des discriminations, des pratiques, des politiques. On ne peut dénoncer la stigmatisation des musulmanEs sans abroger les lois islamophobes de ces dernières années. On ne peut être antiraciste tout en donnant des directives aux flics pour opérer des contrôles au faciès qu'on justifie par la chasse aux sans-papiers. On ne peut déplorer les morts de migrantEs sans supprimer les contrôles aux frontières bref sans liberté de circulation. Il n'y a pas de moyens pour cela? Ce n'est vrai que quand on veut garantir les intérêts des patrons de toutes origines et, particulièrement, les profits des capitalistes français. Or des centaines de milliers de logements vides existent pour tous les mal-logés,

français ou pas. Des centaines de milliers de travailleurs se tuent à la tâche alors que le travail pourrait être partagé. Il est vrai que les frontières et l'organisation politique nationale sont des bases du système existant. N'est-ce pas d'ailleurs pour cela que les dominants de ce monde les défendent? Au risque de nous plonger dans des pogromes et des guerres de grande ampleur.

Peut-on renverser le courant?

La CNCDH explique : « *Non seulement les attitudes intolérantes et xénophobes (dans l'opinion) ne sont pas aussi stables qu'on pourrait le croire mais la tendance actuelle pourrait aller vers des oscillations de plus en plus fortes.* » Autrement dit, le pire n'est jamais sûr. La politique est l'inverse du fatalisme. Ces derniers mois il y a eu le mouvement contre la loi travail, l'action de dizaines de milliers de personnes en solidarité avec les migrantEs, le succès des conférences contre l'islamophobie, les rassemblements contre les initiatives du FN, le soutien à la famille d'Adama Traoré et à la vallée de la Roya... Le 19 mars aura lieu à Paris une marche nationale « contre le racisme, les violences policières, la chasse aux migrantEs et la hogra » dans le cadre d'un week-end de manifestations internationales. Nous avons deux mois pour construire une mobilisation qui remue en profondeur cette société, un mouvement qui fasse osciller sur des bases durables vers la solidarité, l'égalité, l'internationalisme, contre le racisme, les frontières et l'austérité.

PARRAINAGES **Ne rien lâcher!**

Depuis fin décembre, une dynamique s'est réellement enclenchée sur la recherche des parrainages...

Les militantEs du NPA sont de plus en plus nombreux à partir sur les routes; la bataille démocratique est aussi devenue plus visible médiatiquement, grâce à la tribune parue dans *le Monde* et *Mediapart* et la pétition #2017PoutouDoitEnEtre. En région parisienne, nous en sommes à une vingtaine de tournées par semaine. Nous venons de dépasser les 200 promesses de parrainages. Malgré l'effort important, les maires attendent bien souvent la fin de la primaire du PS pour nous donner une réponse définitive. Ce qui montre que tout se jouera les deux derniers mois, voire pendant le mois de reconversion.



Pour une candidature anticapitaliste? PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Une bataille à gagner

Nous ne devons rien lâcher! Si Poutou n'y est pas, personne ne sera là pour porter nos idées. En plus d'être

l'unique candidat ouvrier, il est le seul à défendre un salaire garanti tout au long de la vie à hauteur de 1700 euros nets minimum, pour la

rupture unilatérale avec les traités européens, pour une autre Europe des travailleurs et des peuples, pour la sortie de l'Otan et opposé à tous les impérialismes, pour la liberté totale de circulation et d'installation, l'ouverture des frontières, contre l'islamophobie, pour le boycott d'Israël, solidaire des peuples kurdes et syriens, pour la sortie du nucléaire en 10 ans, pour l'extension du droit à l'avortement, pour le désarmement de la police... Contrairement à beaucoup d'autres, notre candidature est une bataille, mais nous pouvons la gagner. Pour cela, il n'y a pas de raccourcis: partir sur les routes le plus souvent possible, faire signer la pétition, discuter de notre campagne... Ce n'est pas seulement une bataille démocratique, car aller voir les éluEs des petites communes, c'est aussi faire de la politique, là même où les politiques des gouvernements successifs ont fait le plus de ravages...

L'équipe «parrainages» du NPA



En action!

Angoulême (16) Réunion réussie avec Philippe Poutou.

Judi 19 janvier, le comité NPA Charente a invité Philippe Poutou à tenir une réunion publique. Dans une conférence de presse avec les journaux locaux, Philippe a pu exposer notre politique, dénonçant l'ostracisme des médias nationaux contre lui. Cela ne facilite pas l'obtention des 500 parrainages, mais la bataille continue et 4 maires ont déjà signé dans notre département.

45 personnes ont ensuite participé à la réunion. Philippe a développé nos idées devant un public attentif et intéressé. Fait notable, des jeunes sont venus pour poser leurs questions: mondialisation et délocalisations des biens de consommation courante; politique en faveur du peuple dans les pays d'Amérique latine, par exemple en Équateur avec Rafael Correa; représentativité populaire et démocratie dans la société future... Pour finir, nous avons appelé les participantEs au soutien pour nous aider à trouver les parrainages. Plusieurs personnes ont pris nos documents pour aller voir leur maire. Quelques personnes ont laissé leur adresse pour continuer la discussion, et la collecte de soutien a rapporté 45 euros.

La Ferté-Bernard (72) Un candidat dans le froid pour une réunion qui réchauffe!

Vendredi 20 janvier, plus de quarante personnes sont venues à la réunion publique organisée avec Philippe Poutou par la petite équipe de militantEs du Perche... Par -1°C, il fallait oser. Mais ce n'est sûrement pas indifférent au fait que ce comité intervienne très régulièrement sur plusieurs entreprises du coin (dont plusieurs salariéEs étaient présents), et soit présent dans diverses initiatives locales, dont un «Nogent debout» mémorable au printemps dernier. Ce fut à l'époque l'occasion de démarrer la diffusion d'un tract NPA jeunes sur deux lycées, d'où la présence de plusieurs lycéens.



DR

Présidée par Lola, une jeune insti, et après une courte présentation par Patrick, retraité de Renault, de la situation locale, Philippe a fait une intervention restituant la situation sociale et politique générale actuelle, et l'ensemble des propositions de la campagne que nous menons. Un débat s'en est suivi: convergence possible dans ces élections, retour sur les enjeux de Nuit debout...

Et c'est autour d'un pot et d'un vrai buffet (avec pâte de sanglier maison!) que les discussions ont pu se poursuivre un bon moment. Bilan: une dizaine de personnes ont laissé leurs coordonnées, et à la sortie de la réunion, -7°C... et de la chaleur au corps pour continuer notre travail militant!

Poitiers (86) Avec Christine Poupin, anticapitalistes et féministes tant qu'il le faudra!

Samedi 21 janvier, le NPA organisait une journée anticapitaliste et féministe avec Christine Poupin, pour mettre en avant le caractère féministe de notre programme et de notre campagne présidentielle. Nous avons commencé cette journée sur le marché Notre-Dame, avec une participation à la marche des femmes à l'initiative du collectif du 8 mars, rassemblement qui s'est poursuivi par une marche en solidarité avec les femmes du monde entier. Aux côtés de Christine, nous étions une dizaine du NPA.

L'après-midi, formation militante: d'abord l'histoire du féminisme, puis deux ateliers (sur les violences faites aux femmes; comment lutter au quotidien contre les discriminations, sur nos lieux de travail et d'études...). Après ces ateliers, nous avons débattu en plénière. Et dans la foulée, une réunion non mixte s'est tenue. À 18h30, Christine a animé une réunion publique sur le thème de l'écoféminisme devant une trentaine de personnes. Un public plutôt jeune et féminin, une majorité de militantEs et sympathisantEs, mais également quelques nouveaux et curieux.

Une journée réussie, entre travail et convivialité, qui donne des billes pour lutter pour nos droits à toutes et à tous dans les mois qui viennent, dans la perspective d'un changement révolutionnaire de la société, pour un monde anticapitaliste, c'est-à-dire féministe, écologiste, internationaliste.

CONSEIL POLITIQUE NATIONAL

Maintenant ou jamais!

Adoptée par une courte majorité¹, la résolution majoritaire fait le constat que le débat politique s'organise désormais en France autour de la campagne présidentielle.

Si la situation reste dominée par le recul de la conscience de classe, elle voit aussi s'organiser d'importants phénomènes de résistance à la casse sociale, mais aussi aux discours démagogiques et racistes. À gauche du PS, ces aspirations ne peuvent toutefois trouver une expression utile dans l'isolationnisme de LO, pas plus que dans la campagne Mélenchon, qui malgré sa dynamique, reste enlisée dans le nationalisme et le respect des institutions, tout en s'organisant dans un cadre vertical et autoritaire. S'il existe donc un espace pour les anticapitalistes et les révolutionnaires, celui-ci ne pourra être



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

rempli que si le parti met désormais toutes ses forces dans la candidature Poutou. Le CPN a décidé de renforcer notre campagne, en mettant l'accent sur l'expression politique des exploités et des dominés, une perspective qu'incarne la candidature ouvrière de Philippe Poutou, pour la défense d'un programme antiraciste, féministe, internationaliste et écologiste. Il lui faut toutefois être mieux identifiée autour de quelques mots d'ordre transitoires: les 32 heures pour un partage du temps de travail; l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes; la réquisition des banques et des grandes entreprises; l'arrêt du nucléaire; la liberté de circulation

et d'installation; la fin de l'état d'urgence et le désarmement de la police; l'égalité hommes-femmes, notamment au travail. Surtout, Philippe Poutou ne pourra être candidat sans un engagement de tous les militantEs pour gagner la bataille des signatures. La direction du parti va intensifier sa campagne démocratique, mais celle-ci ne pourra avoir d'effets sur les maires que si chaque comité, chaque militantE, part sur le terrain rencontrer les élus. L'adoption à la quasi-unanimité d'une résolution priorisant la recherche des signatures montre en tout cas que le parti est désormais totalement mobilisé, au-delà de la diversité de ses sensibilités, pour arracher ces 500 signatures.

Débats et mobilisations

Les discussions ont aussi porté sur notre solidarité au peuple syrien, le CPN ayant rappelé notre engagement dans les collectifs unitaires de soutien aux populations qui, en Syrie, résistent à la fois aux troupes d'Assad et de Daech. Nous exigeons la fin de tous les bombardements, nous défendons une perspective d'alliance entre les peuples de la région, arabes, kurdes et autres, et nous nous battons pour l'accueil en Europe de touTEs les réfugiéEs. Le CPN a aussi discuté de notre réponse à ceux qui prônent le protectionnisme comme rempart aux ravages du libre-échangisme. Nous considérons que la mise en place de barrières douanières ne peut guère protéger que les profits du patronat et que le protectionnisme ne constitue, en raison des guerres commerciales qu'il engendre, qu'une autre modalité de mise en concurrence des salariéEs. Le CPN a aussi été le cadre d'un débat sur la question du revenu minimal d'existence, auquel nous opposons nos revendications sur le partage du temps de travail et sur le salaire à vie. Enfin, a été adopté unanimement une résolution de soutien aux manifestations du 19 mars, appelant à la constitution partout où c'est possible de collectifs unitaires pour la construction d'une mobilisation la plus forte possible sur la question de l'antiracisme et de la lutte contre l'état d'urgence et les politiques sécuritaires.

Laurent Ripart

1 - 31 voix contre 28, avec 10 abstentions et NPPV

Les Nôtres

Carole Monfleur

Notre camarade et amie Carole Monfleur nous a quittés ce jeudi 19 janvier, à l'âge de 45 ans seulement...

Carole a fait face à la maladie à la manière dont elle a vécu: avec une force à toute épreuve, une pudeur déconcertante et un espoir infaillible en un avenir meilleur. Pour celles et ceux qui ont eu la chance de la côtoyer, le souvenir de Carole est et restera à jamais associé à son sourire, sa gaieté communicative et son aptitude à ne jamais abdiquer devant l'ordre des choses.

Carole, en plus d'être cette personnalité avenante qui avait le goût des autres, était une militante qui se sera battue jusqu'au bout. Dirigeante enthousiaste de l'organisation de jeunesse de la LCR, les RED - révolution égalité démocratie, au début des années 1990, elle animait les cortèges et a pris une part active au combat

féministe, au sein notamment du groupe Marie pas claire. Elle fut de toutes les luttes, sur tous les terrains. Au comité central de la LCR, auquel elle participa les années suivantes, elle n'intervenait que si elle avait quelque chose à dire qui n'avait pas été dit, loin des phrases creuses et des effets de manche, toujours concentrée sur les perspectives d'actions concrètes. Permanente à l'imprimerie du parti, elle fut aussi candidate aux élections à Bagnolet et Montreuil, où elle militait activement.

Au travail, elle était une ardente militante syndicale, qui bien que happée par ses tâches de secrétaire de CE s'arrangeait pour ne pas perdre de vue la globalité du combat qui l'animait comme un feu sacré: vouloir changer le monde. Sur son lit d'hôpital, elle



DR

se tenait régulièrement informée des mobilisations des différents services, repérant le personnel syndiqué, sans oublier de gronder vertement son médecin lorsqu'elle le trouvait trop pessimiste sur son état. Nous pensons à sa famille, ses parents, son frère, ses deux enfants chéris, Lou et Camillo, sans oublier sa grande amie Prisca et notre tendre Hélène.

Olivier Besancenot et Basile Pot



« DÉFENDRE UN « FRONT » D'ACTION, POLITIQUE ET ÉLECTORAL » (DEA)

Deux ans après la victoire politique de Syriza aux élections du 25 janvier 2015 et seulement 15 mois après la victoire électorale d'Alexis Tsipras contre l'aile gauche du parti Syriza aux élections du 20 septembre 2015, le gouvernement Tsipras s'enfoncé dans une crise profonde...

Ce n'est pas un hasard. Ayant signé le mémorandum 3 avec les créanciers et les directions européennes, Syriza – tout en continuant à faire comme s'il parlait au nom de la gauche radicale – s'engageait dans la voie des attaques néolibérales en Grèce.

Reculs

Aujourd'hui, les résultats sont flagrants : les retraites ont encore baissé et – surtout – le système de sécurité sociale publique est en voie de privatisation. De grands services publics et des infrastructures (trains, aéroports, ports, etc.) sont rapidement privatisés. Les chômeurs restent sans aide sociale et la classe ouvrière est devant le risque d'une nouvelle baisse du smic et d'une attaque finale dans la flexibilisation des rapports du travail (incluant une « libération » complète des licenciements en groupe ainsi que le laminage du droit de grève).

Cette dégringolade du point de vue de la politique économique est combinée à une retraite désordonnée sur le champ de la démocratie : le gouvernement Syriza applique point par point la politique raciste de l'accord Grèce-Turquie-UE sur les réfugiés. À la demande du gouvernement grec, la flotte militaire de l'Otan patrouille en mer Égée, violant une tradition anti-impérialiste établie en Grèce il y a une quarantaine d'années... Quelle est la perspective de ce recul ? Le « quartet » l'a clarifié, par la voix de Wolfgang Schäuble : la signature d'un mémorandum 4, qui va prolonger à l'infini l'austérité dure... sans que soit accordé le moindre adoucissement à la dette publique.

Chute

Le résultat de ce recul désordonné est la déception généralisée, surtout à gauche. Cette déception de masse a un double effet : d'une part, elle permet à Tsipras de continuer à gouverner, avec face à lui des mobilisations de moindre intensité. Mais, d'autre part, elle dépossède Tsipras de toute perspective, toute dynamique politique, ayant lui-même par sa politique scié la branche



Junker à Tsipras: bon travail! DR

sur laquelle était basée sa propre montée au gouvernement.

Au moment où sont écrites ces lignes, la question n'est pas de savoir si le gouvernement Syriza-ANEL¹ va tomber, mais quand ! Et il va tomber dans de sales conditions, dans un climat de mépris ouvrier généralisé (qu'on entrevoit déjà dans les sondages), ce qui va créer un nouveau rapport politique. En même temps, le chef de la Nouvelle Démocratie, l'extrême-néolibéral Kyriakos Mitsotakis, ne semble pas en mesure actuellement de transformer la perte d'audience de Syriza en courant politique dominant en faveur d'une revanche de la droite.

Front

Dans cette phase, la question de la force et de l'influence de masse d'une gauche radicale anticapitaliste va être cruciale pour les évolutions ultérieures. Sinon, un espace va être créé pour l'extrême droite, avec au centre les nazis d'Aube dorée (Chryssi Avgi), qui garde une influence de l'ordre de 8% dans les sondages.

Notre réponse à cette question, c'est notre participation à l'Unité populaire (LAE)². C'est la formation qui a gardé la plus grande partie de l'aile gauche de Syriza, et qui s'est aussi renforcée par une partie venue d'Antarsya. Dans ses rangs, nous menons la bataille pour la ligne politique et les alliances nécessaires. Il s'agit surtout de la liaison nécessaire du mot d'ordre de sortie de l'euro avec un programme

plus global de transition, pour le renversement de l'austérité, vers l'émancipation socialiste. Il s'agit aussi de défendre un « front » d'action, politique et électoral, entre l'Unité populaire, Antarsya et les autres forces qui sont parties à temps de Syriza.

Pour le moment ce « front » n'est pas réalisable, surtout à cause de la résistance due à certains choix sectaires. Sa nécessité nous paraît pourtant si évidente que nous estimons qu'au final, il va être créé. Ceci nous permettra de continuer, tant dans la rue qu'aux élections, tout ce qu'on a fait d'important pendant ces 10-15 dernières années, dans un pays qui a servi de « laboratoire » tant pour l'agressivité du néolibéralisme que pour la résistance de masse à toutes ses attaques.

Antonis Davanelos
(DEA et Unité populaire)

Titre et intertitres de la rédaction.

Note des traducteurs :

1 – ANEL est un parti nationaliste dirigé par Panos Kammenos, qu'on peut ranger dans la droite extrême (une sorte de De Villiers grec).

2 – L'Unité populaire a été créée été 2015, essentiellement par la minorité de Syriza qui a refusé la capitulation de Tsipras. Formée dans l'urgence en tant que front électoral pour les élections législatives de septembre 2015, et rejointes alors par deux organisations composantes d'Antarsya, elle s'est constituée formellement à l'été 2016. Ayant vécu comme un fait décisif son incapacité d'entrer au Parlement, elle a subi depuis une forme d'hémorragie, le dernier groupe à l'abandonner la semaine dernière étant l'Organisation communiste reconstruction...

Deux ans après l'espoir créé par l'arrivée au pouvoir de Syriza – et neuf ans depuis que la crise capitaliste mondiale est entrée dans sa phase « grecque » –, on voit bien que le recul populaire risque d'accroître les tendances « cannibalistes » tant au sein du pays (avec le racisme, le fascisme et le nationalisme montant) qu'au niveau européen et international. Le chacun pour soi concurrentiel pour repousser sur les autres les charges de la crise, s'étend au-delà des peuples particulièrement frappés (les Syriens ou les Grecs). L'expérience de Syriza a confirmé qu'on ne peut pas colmater des brèches dans un système qui se fissure de partout et dont la seule vitalité réclamée est l'augmentation de la misère (austérité et guerres, économiques, mais aussi guerres tout court...). Mais le cadre de gestion imposé par les élites bourgeoises (nationales, européennes, internationales), rend les réponses illusoirement attirantes, en promettant d'exporter vers d'autres peuples, d'autres populations ou collectivités, la misère exigée par le capital. Il y a donc une course de vitesse entre l'enfoncement dans la barbarie concurrentielle consécutive (fascisme) et une réponse collective (socialiste) qui soit crédible, à savoir qui se concrétise par des médiations, des propositions concrètes, transitoires. La gauche anticapitaliste grecque, toujours existante en forces significatives bien que divisée, essaie de tirer ce bilan en termes programmatiques : la radicalité nécessaire (plus possible de se faire d'illusion sur l'Europe du capital et ses institutions !), les moyens possibles de contrer, politiquement et économiquement, la force du capitalisme mondial (quelles alliances, quelles propositions ?), l'unité et la coordination nécessaire dans les luttes ouvrières et sociales, mais aussi la force de frappe politique anticapitaliste.

Dossier coordonné par Tassos Anastasiadis et Andreas Sartzekis (Athènes)



OKDE Σπάρτακος
ελληνικό τμήμα της 4ης Διεθνούς

« UNE GAUCHE AU SEIN DU MOUVEMENT »

Voilà deux ans que le gouvernement est aux mains de Syriza, et le grand changement politique que promettait le réformisme n'a pas eu lieu !

À l'inverse, c'est Syriza lui-même, qui est passé ouvertement dans le camp de la gestion capitaliste, en prenant en charge l'application, pour le compte des capitalistes grecs et européens, de l'Union européenne et du FMI, du troisième programme d'austérité et de restructuration (« mémorandum »), qui est le plus dur subi jusqu'à maintenant, du fait qu'il garde les mesures des programmes antérieurs tout en ajoutant de nouvelles (baisses des retraites, augmentation de l'imposition, surtout sur les bas revenus, réforme réactionnaire de la sécurité sociale, etc.).

Intégration

L'intégration complète de Syriza n'est pas une surprise, un accident ou une trahison. C'est l'évolution naturelle de la stratégie du parti, qui cherchait à améliorer de façon élémentaire les conditions de vie de la classe ouvrière, sans toucher à aucun intérêt de la bourgeoisie ou

aux règles du système. Mais la crise rend impossible tout compromis de classe et il a fallu ainsi que Syriza choisisse... et il a choisi le rang des puissants ! Cette évolution avait été prédéterminée par la réadaptation conservatrice permanente au niveau du programme, avant même qu'il soit élu.

Les espoirs des couches populaires se sont vite évaporés, mais les états-majors bourgeois ont continué à ne pas faire confiance à Syriza. C'est ainsi qu'il y a eu un processus de négociation, qui a culminé avec le référendum du 5 juillet 2015, que Syriza a transformé en farce. Ensuite, celui-ci a essayé de prouver qu'il n'y a pas d'alternative aux mémorandums. Avec le cœur lourd et des pourcentages énormes d'abstention, les couches populaires ont malgré tout majoritairement voté pour Syriza aux élections de septembre 2015. Un Syriza exempt de toute promesse pro-ouvrière et désormais débarrassé de son opposition dans le parti, et qui jouissait déjà de la confiance de cercles capitalistes plus étendus.

Syriza-ANEL vont se maintenir au gouvernement tant qu'ils réussiront à imposer les nouvelles mesures, mais ce gouvernement sera remplacé dès qu'il aura complètement épuisé sa propre dynamique, au profit d'une autre dynamique plus à droite.

Évolutions

Les évolutions ont démenti complètement tous les groupes de la gauche (et de la gauche anticapitaliste) qui se sont investis dans Syriza. Il n'y a eu aucun changement progressiste, et aucune opposition de gauche en son sein n'a pu menacer sa direction.

Les directions des scissions de gauche qui se sont produites après la signature du troisième mémorandum sont discréditées, car elles ont des liaisons étroites avec la bureaucratie syndicale et étatique et sont marquées par leur passé récent de participation au premier gouvernement Syriza à des postes très importants. Leurs chefs ont soutenu tous les choix misérables du gouvernement jusqu'à l'été 2015 : co-gouvernement avec la droite nationaliste, accord de février avec les « créanciers », élection au poste de la présidence de la Grèce d'un ex-ministre de droite... Leur dynamique au sein du mouvement est nettement moindre que la dynamique de la gauche anticapitaliste toujours restée indépendante et celle du milieu anarchiste.

En même temps, leur évolution politique ultérieure est très mauvaise : glissement vers des positions nationalistes, menant une politique essentiellement pour les médias, se refusant à se séparer de Syriza au sein des syndicats et des localités. L'Unité populaire (LAE)



En mars 2016, au camp d'Idomeni, à la frontière gréco-macédonienne. DR



GRÈCE DIX ANS APRÈS...

ANTICAPITALISTE INDÉPENDANTE MOUVEMENT » (OKDE-SPARTAKOS)



En juillet 2015, quand le peuple grec a dit non! DR

est même allée jusqu'à rencontrer très cordialement le parti pro-impérialiste kurdo-irakien de Talabani (PUK) et à envoyer des félicitations pour l'élection de Trump... Quant à Zoé Konstantopoulou (Cours de la liberté)², elle s'est abaissée au point de dénoncer dans les médias des membres d'Antarsya et de l'Unité populaire, les accusant de chercher à acheter ses propres membres pour qu'ils aillent ailleurs! La gauche anticapitaliste au sein de Syriza (et plus tard de l'Unité populaire) n'a pu à aucun moment influencer sa politique, et elle n'a pas pu non plus attirer vers elle des ex-membres de Syriza

en quantité significative. C'est donc un bilan sérieux qui doit être fait de la logique de se fondre au sein de partis communs avec le réformisme.

Indépendance

Antarsya constitue le tronc essentiel de la gauche anticapitaliste aujourd'hui. Son choix de ne pas s'impliquer dans Syriza et plus tard dans l'Unité populaire lui a garanti un profil anticapitaliste authentique. Certes, au niveau politique central, ses insuffisances ne lui ont pas permis de changer le rapport de forces en sa faveur: contradictions dans le programme,

impuissance à changer l'agenda imposé par Syriza, impasses sur l'unité d'action, problèmes de fonctionnement interne, etc. Malgré tout cela, elle rassemble un effectif militant de masse, avec une présence importante dans les syndicats et les universités et une contribution cruciale à bien des mobilisations clés: campagne pour le Non au référendum, manifestation anti-impérialiste lors de la visite d'Obama, solidarité pour les réfugiés, mobilisations contre les saisies des maisons...

Malgré la stagnation du mouvement, le système ne peut pas se stabiliser. Des explosions nouvelles peuvent et doivent se produire. Pour ceci, il faut une action commune étendue, mais aussi une gauche anticapitaliste indépendante au sein du mouvement.

Manos Skoufoglou (OKDE-Spartakos/membre de la IV^e Internationale et Antarsya)

Titre et intertitres de la rédaction.

Note des traducteurs:

- 1 - Le mouvement (to kinima) désigne à la fois les mobilisations de masse et le courant militant large qui les porte.
- 2 - Zoé Konstantopoulou, présidente du Parlement jusqu'à l'été 2015, a été au cœur de l'initiative de la commission d'audit sur la dette grecque. Elle a quitté Syriza sans vouloir rejoindre l'Unité populaire, et a créé un petit groupe, Cours de la liberté, que viennent de quitter des adhérents mettant en cause son fonctionnement démocratique...

L'URGENCE D'UN TOUS ENSEMBLE CONTRE LE POISON RACISTE ET FASCISTE!

Dans la nuit du 17 septembre 2013, une bande de nazis d'Aube dorée assassinait le rappeur Pavlos Fyssas, antifasciste proche d'Antarsya, très actif dans son quartier populaire de la banlieue du Pirée...

Une semaine plus tôt, une tentative de meurtres contre des militants de PAME (courant syndical du KKE, le PC grec) avait été organisée dans le même quartier. C'en était trop, et devant l'immense émotion et la mobilisation antifasciste nationale, le gouvernement de droite était forcé de mettre en prison la direction nazie, dont plusieurs députés. Un geste hypocrite, après des années de silence sur les centaines d'agressions perpétrées par Aube dorée, surtout contre les immigrés: ainsi, le 17 janvier 2013, avait été assassiné le jeune pakistanais S. Loukman. Seul le mouvement antiraciste faisait circuler l'information et organisait la mobilisation contre les exactions d'Aube dorée ou d'autres bandes de tueurs.

Aube dorée recommence à lâcher ses bandes

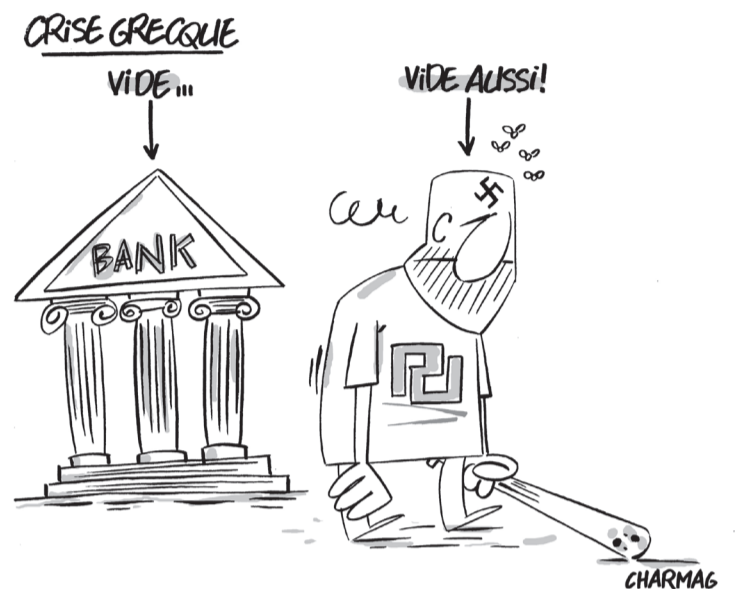
Quatre ans plus tard, avec un gouvernement de Syriza, qui était actif il y a quelques années dans les mobilisations antifascistes, et qui promettait sur ce terrain-là aussi une rupture avec la complicité des gouvernements de la droite et du PASOK, que constate-t-on?

De report en report, le procès de la direction nazie a tardé et les chefs tueurs sont en liberté. Et surtout, ils ont les mains libres pour exploiter le climat raciste, renforcé en Grèce aussi avec l'arrivée par milliers de réfugiés totalement démunis. Sur certaines îles d'arrivée, des opérations d'Aube dorée ont été de véritables opérations militaires de siège des camps, comme à l'automne à Chios, sous le regard passif de la police.

De manière générale, on voit qu'Aube dorée recommence à lâcher ses bandes, encouragées par les sondages mais aussi par la passivité du gouvernement. Des agressions ont repris, sur le même mode. Les nazis tentent maintenant d'effrayer les parents dans des écoles qui doivent accueillir des jeunes réfugiés, insinuant que ces jeunes vont créer des épidémies! À Schisto, banlieue du Pirée, un groupe de nazis déguisés en parents inquiets ont agressé l'équipe éducative d'une école. Pour ce cas, les maires de la région, dont plusieurs de droite, ont réagi fortement, ne serait-ce que pour rassurer les parents, mais là aussi, sur le fond, on peut pointer l'absence d'une politique antiraciste.

Le gouvernement ne fait rien contre la peste brune!

En effet, dans cet épisode, alors que même le chef des policiers locaux - qui ont laissé faire - a été blessé par les nazis, le ministre de la Justice s'est contenté de belles paroles... sans que la justice se rende immédiatement sur place pour flagrant délit. Et surtout, comme le dénonce le mouvement antifasciste KEERFA, le programme de scolarisation



des jeunes réfugiés tarde à être appliqué (nomination d'enseignants...), ce qui montre la détermination du pouvoir.

Et le bilan de Tsipras sur ce terrain, c'est un terrifiant légalisme: récemment, quelques députés d'Aube dorée ont même accompagné une délégation officielle, ce qui a permis aux nazis de parader à propos de leur force institutionnelle! Et ces derniers temps, la télé publique couvrait toutes les manifestations publiques de ce groupe, comme s'il s'agissait d'un parti politique comme les autres. Mais le plus terrible, c'est l'odieux accord entre l'Union européenne et la Turquie sur le renvoi des réfugiés, dont se vantait encore récemment le ministre de l'Intérieur. Cet accord a débouché sur la création de véritables camps de concentration sur les îles, avec impossibilité de fait que les réfugiés puissent gagner des lieux aménagés dans le reste du pays. Tout cela crée les conditions pour un renforcement du racisme dans le pays, ce qui ouvre une autoroute à l'extrême droite.

Des clones d'Aube dorée

Dans ce climat, différents groupes fascistes éclosent, sur une ligne raciste et nationaliste. Parmi eux, l'Assemblée des Grecs. C'est une structure reposant sur un escroc, Artemis Sorras, se prétendant multimillionnaire prêt à offrir 600 milliards pour racheter les dettes des particuliers... à condition que ceux-ci signent un serment sur les 12 dieux de l'Olympe, jurant d'être un guerrier luttant pour le but sacré de la Grèce, de l'hellénisme et de l'hellénité (!). Derrière ces fadaïses, jurées en versant une cotisation au chef, la dynamique raciste est claire. Or, ce groupe fascisant rassemble des auditoires de centaines d'habitants prêts à suivre. Tel est le désarroi dans une bonne partie de la population, deux ans après la vague d'espoir de la victoire de la gauche! Plus inquiétant encore, on constate un recul de la solidarité: même sur des îles comme Mytilène, dont l'accueil des immigrés relève de l'héroïsme, avec ses pêcheurs partant sauver des

milliers de réfugiés en perdition, les réactions lors de la récente vague de neige ont montré une baisse assez forte des gestes de solidarité collective.

Renforcer le mouvement antiraciste et antifasciste

Heureusement, le mouvement reste bien vivant, capable de bloquer les diverses tentatives d'apparition des nazis. Mais on le voit: face à l'offensive raciste, il faut une coordination permanente regroupant toutes les structures nationales et locales, dépassant les sectarismes et les initiatives parallèles en lien au mouvement ouvrier. En donnant le feu vert à ces bandes de tueurs, l'objectif du capitalisme est de briser le mouvement ouvrier, comme en témoignent les ouvriers des chantiers navals et syndicalistes de PAME, victimes des nazis localement financés par le patronat pour monter un syndicat patronal et seulement pour les Grecs.

Interrogé par le président du tribunal dans le procès d'Aube dorée, Iordanis Pountizis, dirigeant du syndicat des Métaux, membre du KKE et dont le fils était ami de Fyssas, a eu cette réponse qui doit nous encourager à agir toutes et tous ensemble contre la peste brune: «*La raison de leurs agressions? Leur idéologie nazie, selon laquelle tous n'ont pas leur place ici. Seule la race aryenne y a droit. Il faut faire disparaître toutes les catégories qu'ils considèrent comme "non pures": communistes, immigrés, homosexuels... Leur idéologie parle de la "pureté" du sang: avec de tels critères, je ne suis pas considéré comme Grec! Je suis originaire de la Cappadoce, d'où mes parents sont arrivés en 1924.*» Il casse ainsi le mythe nationaliste de la «pureté» hellénique, partagé largement au-delà des rangs fascistes. La grande majorité de la population en Grèce a au moins un parent ou un grand parent venu comme réfugié en Grèce, et accueilli alors dans des conditions hostiles, ce qui devrait conduire aujourd'hui à combattre d'autant plus vigoureusement le sale climat raciste!

FORD BLANQUEFORT (33)

Jour de grève pour l'avenir de l'usine

L'intersyndicale (avec les cadres) avait appelé pour ce lundi 23 janvier à une journée « usine morte » pour dénoncer une situation dangereuse et un risque de fermeture à moyen terme.

Ford repousse sans cesse l'annonce d'une nouvelle activité pour remplacer celles se terminant fin 2018. Nous n'avons plus de travail au-delà de 2 ans, avec des volumes de production de plus en plus faibles ne suffisant pas à occuper les 930 salariéEs. Cela fait longtemps que la CGT alerte et tente de remobiliser par des actions, comme l'invasion du stand Ford aux 24 heures du Mans. Ford n'investit pas, ne recrute pas (moyenne d'âge 50 ans), ne forme pas pour remplacer les compétences des collègues qui partent en retraite. Des postes sont supprimés au travers des réorganisations, aggravant toujours plus les conditions de travail. Et la politique de rentabilité de Ford condamne l'usine à disparaître en la fragilisant toujours plus.

Aujourd'hui, l'ensemble des syndicats, y compris celui des cadres, et semble-t-il une partie de la direction locale, sont convaincus du risque de fermeture. À plus nombreux, il est plus facile de mobiliser. La grève de 24 heures a été un succès : aucune production ! Et nous étions 500 à manifester de l'usine jusqu'à la préfecture de Bordeaux, avec le soutien du Collectif de lutte 33, de syndicalistes de plusieurs entreprises et des salariéEs en lutte du Samu 33.



Dans les rues de Bordeaux la torche se rallume... DR

Construire la mobilisation dans la durée

Il s'agissait de faire bouger des pouvoirs publics bien silencieux depuis longtemps, alors que Ford ne respecte pas ses engagements à préserver au moins 1000 emplois (accord de mai 2013), tout en recevant des aides publiques injustifiables (la multinationale engrange des profits historiques...). Le préfet a reçu l'intersyndicale, disant qu'il prenait au sérieux notre alerte. Et depuis l'annonce de notre grève, pouvoirs publics et élus se sont réveillés : Juppé a dénoncé l'attitude de Ford, donnant raison aux salariés ; la députée est intervenue auprès du gouvernement qui a pris rendez-vous avec Ford Europe pour le 20 février ; le préfet rencontre Ford Europe le 9 février ; et un Comité de suivi avec tous les acteurs aura lieu début mars. Ceci est positif, mais ces rencontres et réunions ne garantissent en rien de bonnes solutions. Pour que les pouvoirs publics exercent une pression réelle afin que Ford investisse et apporte de l'activité, il faut une mobilisation des salariés dans la durée. Comme il y a 10 ans : mener une bataille pour la défense des emplois dans la région en se confrontant aux chantages, à la propagande sur la concurrence et la compétitivité... Dans les mois qui viennent, pas d'autre choix que de relever la tête et de prendre notre avenir en main.

Correspondant

RÉFORME DU CODE MINIER

Un petit coup de vert sur l'extractivisme !

Les populations, découvrant que des permis de recherche de gaz et huiles de schiste avaient été délivrés près de chez elles sans aucune consultation, se sont mobilisées...

Elles ont arraché la loi du 13 juillet 2011 interdisant la fracturation hydraulique, seule technique aujourd'hui disponible pour extraire de la roche-mère ces hydrocarbures non conventionnels, à grand renfort d'additifs chimiques toxiques. Mais elle laisse la porte ouverte à d'autres méthodes éventuelles et à l'expérimentation de la fracturation hydraulique « à seules fins de recherche scientifique ».

Le Code minier régit fouilles, recherche et extraction des métaux et énergies qui se trouvent dans le sous-sol. Le gouvernement avait promis sa « modernisation ». C'est l'objet de la loi examinée ces



Non au gaz de schiste, mais pas seulement... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

23 et 24 janvier par l'Assemblée nationale.

Manque l'essentiel...

Un point positif, s'il n'est pas modifié : l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles

de schiste seront interdites quelle que soit la technique. En revanche, les gaz de couche ou de houille sont exclus de la définition des hydrocarbures non conventionnels : une vraie reculade face aux industriels, car actuellement des projets d'exploration de gaz de couche ont déjà commencé, par exemple en Lorraine. On reste loin de la transparence et de la démocratie. Si une « procédure renforcée » d'information et de concertation est bien prévue, elle reste soumise au bon vouloir du préfet et est torpillée par des délais trop courts, la possibilité d'invoquer le secret industriel et commercial, le droit de veto des entreprises

sur le choix des experts... Et ses conclusions ne sont de toute façon pas contraignantes pour le ministre qui au final tranchera...

Mais surtout, cette réforme fait fi de l'essentiel. En France, on compte encore 55 permis d'exploration hydrocarbures en cours de validité et 132 demandes en attente. La lutte contre le réchauffement climatique (l'année 2016 a été encore plus chaude que les précédentes !) impose de laisser sous terre 80 % des réserves connues de gaz, de pétrole et de charbon. C'est bien cette exigence qui est soigneusement bafouée.

Commission nationale écologie

LA CAMPAGNE BDS EN PROCÈS

« Nous respecterons Israël quand cet État se conformera au droit international »



DR

Entretien. Le mardi 24 janvier a eu lieu à Metz le procès de **Richard Srogosz**, président du collectif BDS 57. Celui-ci est inculpé suite à une plainte de l'entreprise TEVA Santé, une multinationale israélienne de médicaments génériques. À cette occasion, nous l'avons rencontré.

Pouvez-vous présenter dans quelles circonstances s'est déroulée l'action menée par votre collectif, soit l'envoi d'un courrier à des pharmaciens, ce qui conduit deux ans plus tard à un procès ?

En février 2015, nous venions de nous constituer en association. Notre organisation relaye localement la campagne BDS France, « Boycott désinvestissement sanctions, la réponse citoyenne et non-violente à l'impunité israélienne ». Cette année-là, de nombreuses mobilisations se déroulaient en France visant la complicité de crime d'apartheid dans laquelle est impliquée la multinationale israélienne. Cette campagne reste toujours d'actualité. Bien entendu, nous avons ciblé en priorité les pharmaciens, professionnels de la santé. Cette campagne a également



très bien fonctionné auprès du public, notamment la pose du sticker « TEVA, j'en veux pas » que nous invitons à coller sur les cartes Vitale. Tout le monde est concerné par les médicaments. Israël exporte des agrumes, des gazéificateurs Sodastream, mais consommer des dattes ou utiliser un appareil ménager reste optionnel. Le médicament nous concerne tous. Et c'est un droit pour tout citoyen de choisir ce qu'il veut ou non pour sa santé,

d'autant qu'il existe d'autres génériques équivalents. C'est une incitation à se comporter de manière responsable en faisant par ce refus un geste fort en faveur du peuple palestinien privé de droits, comme on l'avait fait par le passé en boycottant les produits de l'apartheid sud-africain. Nous avons pris la décision d'écrire une lettre argumentée à des pharmaciens de l'agglomération messine, les invitant à découvrir notre point de vue, ce qui ne constitue pas une provocation, contrairement au motif de l'inculpation.

«Provocation publique à la discrimination» : en clair, c'est une référence à l'antisémitisme même si rien ne justifie une telle accusation. En quoi ce procès est-il différent de ceux de Mulhouse,

Alençon et récemment Toulouse où sont aussi impliqués des militants BDS ? Le contexte de l'état d'urgence a-t-il pesé dans cette affaire ?

Effectivement, le procureur voulait classer la plainte, mais il y eut des pressions venant de l'exécutif français, probablement même de Tel Aviv. Depuis novembre 2015, la France est le seul pays à interdire arbitrairement l'appel au boycott des produits israéliens. Selon Amnesty International, je serais le premier cas d'un militant « isolé » poursuivi par une entreprise commerciale, certes gigantesque, mais en bien piètre état, comme le prouvent la chute de ses bénéfices et des affaires de corruption révélées récemment aux États-Unis. Isolé, certainement pas ! Car il y a mes côtés toute l'énergie du collectif BDS 57 ainsi qu'une forte solidarité nationale, dont le soutien de l'Union juive française pour la paix à laquelle j'appartiens.

Dans les autres procès, plusieurs militants sont poursuivis à la demande d'officines sionistes. C'est donc bien un procès particulier. En comparaison, je suis un peu dans la posture du lanceur de pierre palestinien menaçant le char israélien et se faisant traiter de terroriste. Toute proportion gardée, car contrairement aux Palestiniens humiliés, je vis dans le confort relatif d'une société opulente et garde la confiance dans la justice française. Il y a plus que disproportion dans ce procès comme dans la réalité du conflit israélo-palestinien où l'affrontement n'est pas égal.

Alors qui discrimine en vérité ? Le militant qui s'appuie sur le droit international condamnant l'annexion, l'occupation militaire et la colonisation des terres palestiniennes ou l'ogre pharmaceutique qui fait son business sur le dos d'un peuple en résistance ? Nous n'avons pas d'autre but à BDS que de lutter contre le colonialisme, le racisme et la guerre et nous respecterons Israël quand cet État se conformera au droit international.

Propos recueillis par Yann Tavernet

MOULINS-MAUREL (MARSEILLE 12^e)

Gouvernement au service des patrons, gouvernement au bout de l'ignoble

Voilà trois ans que les salariés des Moulins-Maurel se battent contre le projet de fermeture de leur usine de production de semoule, et l'occupent pour en empêcher le démantèlement...

Après diverses espérances déçues, un candidat repreneur a déposé un dossier à la préfecture et a officiellement fait valoir sa volonté d'achat du Moulin au propriétaire Nutrixo. Un redémarrage de l'usine dans les mois à venir devient possible. Mais attendre gentiment ce joli

scénario serait oublier l'acharnement mis par Nutrixo, à mettre à genoux des travailleurs qui refusent ses diktats. Il y a peu, ce géant agro-alimentaire faisait savoir au repreneur que celui-ci ayant visité une usine occupée illégalement, il pourrait porter plainte contre lui (Eh oui, entre patrons, c'est pas non plus le

LA VOIX DU NORD En lutte contre une destruction massive d'emplois

La Voix du Nord, qui appartient au grand groupe de presse belge Rossel, enregistre un chiffre d'affaires en progression de plus de 5%, dans un secteur en pleine mutation qui connaît une grave crise, et les capitaux du Crédit agricole, qui détient 30% du capital du groupe, ne cessent de progresser considérablement...

Des bénéfices en flèche... et des licenciements en masse!

Le groupe Rossel-La Voix a enregistré un chiffre d'affaires exorbitant de 253,9 millions d'euros en 2015 et prévoit 256 millions d'euros pour 2016. Pourtant, sans aucun scrupule, la direction décide de supprimer 178 postes (sur 700 actuellement). Ce sont donc plusieurs dizaines de journalistes, d'imprimeurs rotativistes, de livreurs... d'employés et de cadres qui sont menacés par ce vaste plan de licenciement et sollicités pour des départs volontaires. Et la direction n'hésite pas à instrumentaliser systématiquement une opposition entre les jeunes et les plus anciens.

L'objectif affiché sans complexe du groupe belge et du Crédit agricole est de garantir une rentabilité à plus de 10%, et pour cela, peu importe les conséquences sur la qualité de l'information, sur l'emploi, sur les conditions de travail.

Comme le soulignent à juste titre les organisations syndicales, les salariés de ce journal sont les nouvelles victimes de l'application de la loi dite « Travail » qui permet à l'employeur de licencier sans justificatifs dès l'apparition de moindres difficultés économiques et de perspectives technologiques. Une réalité que conteste la ministre du Travail, Myriam El Khomri...

Selon l'intersyndicale, la GPEC (la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences), chargée d'anticiper et d'adapter les compétences aux emplois, n'a jamais réellement fonctionné, l'instance ne s'étant réunie qu'une seule fois en 2016! Et malgré les propositions des représentants syndicaux et les demandes insistantes des salariés, aucune formation ni aucun plan n'ont été proposés.

La lutte commence

À l'appel de l'intersyndicale composée du SNJ-CGT, de la CGT et de la CFTD, plus de 250 personnes se sont mobilisées lors d'un rassemblement mercredi 18 janvier devant le siège de la Voix du Nord, sur la Grand-Place de Lille, afin de protester contre ce PSE.

Une délégation de l'intersyndicale a également été reçue par des membres du cabinet du ministère de la Culture en charge des médias, où les militants ont dénoncé l'absurdité et le danger d'un tel plan de licenciement.

Le NPA apporte bien entendu tout son soutien à la lutte des salariés de la Voix du Nord, et appelle à la mobilisation de l'ensemble de notre camp social pour l'abrogation de la loi Travail et pour une loi interdisant les licenciements. Contre cette destruction massive d'emplois, mobilisons-nous toutes et tous!

Jérémy Lautour

Le 10 janvier dernier, la direction de la Voix du Nord, quotidien régional du Nord et du Pas-de-Calais (Hauts de France), a présenté en comité d'entreprise un vaste plan de destruction massive d'emplois, appelé communément plan social économique, qui prévoit la suppression d'un quart des effectifs.



Mercredi 18 janvier, à Lille, la Voix (des luttes) du Nord! DR

ESSONNE Mauvais coup contre la bourse du travail d'Évry

Le président du conseil général a annoncé sa décision d'expulser les syndicats de la bourse du travail d'Évry, leur proposant de se reloger dans des locaux trop petits pour accueillir le public, organiser des réunions mais aussi de nombreuses formations syndicales et associatives.

Le prétexte évoqué est une remise aux normes... alors que la dernière commission de sécurité n'en a jamais fait état! Ainsi le conseil général a fait un courrier aux fédérations syndicales, leur indiquant que le bail prenait fin ce 30 juin 2017!

Les syndicats du département disposent des locaux de la bourse depuis 33 ans. Dans le contexte où les attaques contre les droits des salariés n'ont jamais été aussi nombreuses, comment ne pas voir dans cette décision la volonté de reprendre aux salariés les moyens de s'organiser pour faire respecter leurs droits et en conquérir de nouveaux?

Unité syndicale

L'ensemble des fédérations syndicales de l'Essonne



Les organisations syndicales en conférence de presse contre la fermeture. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

invitent à signer la pétition pour le maintien de la bourse du travail, et à participer à toutes les initiatives allant dans ce sens. Solidaires 91, bien que n'ayant jamais été accepté dans les locaux de la bourse du travail malgré ses demandes, appelle aussi l'ensemble de la population, ses militantEs et adhérentEs à soutenir le combat légitime.

Cette décision est une vraie provocation envers l'ensemble des salariéEs, fonctionnaires, retraitéEs et chômeurEs du département de l'Essonne pour qui la bourse du travail est et doit rester leur maison!

Correspondant

1 - <https://www.change.org/p/ffdurovray-cd-essonne-fr-non-à-l-expulsion-des-syndicats-de-la-bourse-du-travail-de-l-essonne-evry>

ÉDUCATION PRIORITAIRE « C'est l'éducation qui est prioritaire, pas les primaires! »

Ce jeudi 19 janvier, nouvelle journée de grève dans l'éducation prioritaire et nouveau succès pour le collectif Touche pas à ma ZEP qui avait appelé à un nouveau « temps fort » de la mobilisation, avec cette fois-ci un caractère moins local, puisque des délégations des régions étaient présentes à Paris, dont une cinquantaine d'enseignantEs de Marseille.

La journée a commencé par une assemblée générale de 125 profs des lycées menacés de sortir d'éducation prioritaire. Des échanges avaient déjà eu lieu par téléphone ou en vidéoconférence sur internet, mais c'était la première fois qu'une AG Île-de-France/régions se tenait « physiquement ». Après un rapide tour des lycées présents, la discussion a vite porté sur les perspectives et les appréciations des annonces et des déclarations de Najat Vallaud-Belkacem et surtout de son absence totale de réponse au collectif qui lui demande un rendez-vous. À l'occasion de cette AG, un pas a été franchi dans la structuration de la mobilisation puisque le collectif s'est officiellement constitué en coordination. Un communiqué de presse signé de cette jeune coordination doit en sortir ainsi qu'un avis de recherche de la ministre de l'Éducation nationale à faire circuler sur les réseaux sociaux...

Eh oui! Alors que son mandat n'est pas terminé, Najat Vallaud-Belkacem a disparu, déclarant qu'en cas de changement de gouvernement en mai, c'est la prochaine mandature qui assumera le boulot... Bref, elle s'en lave désormais les mains et tente de se débarrasser de ce caillou dans la chaussure. Elle qui pensait avoir une belle communication bien lissée sur la priorité donnée par son gouvernement à l'éducation... et qui se retrouve à vivre depuis plusieurs mois avec des profs énervés, organisés... et bien décidés à ne pas la laisser dormir tranquille!



DR

Vers le 27 janvier

La journée s'est poursuivie par une manifestation de la Sorbonne au ministère, pour mettre un peu de piment aux vœux de Najat Vallaud-Belkacem. Comme d'habitude avec ce gouvernement, la police barricadait les lieux, au point que même certains journalistes n'ont pu rentrer. Enfin, les manifestantEs se sont rassemblés devant France Télévision pour faire entendre leurs revendications auprès des candidats à la primaire du PS et de ses alliés... où se trouvaient deux anciens ministres de l'Éducation nationale, Peillon et Hamon. Une nouvelle journée de grève est d'ores et déjà posée pour le vendredi 27 janvier. À l'heure où commencent à être connues les dotations en heures pour chaque établissement et où déjà est mis au jour l'énorme mensonge de la ministre (elle ne va pas créer 450 postes supplémentaires pour les lycées actuellement ZEP... mais seulement les prendre dans d'autres établissements, voire ne pas les créer du tout), c'est clair qu'il ne faut rien lâcher!

David 92

monde des bisounours!), exigeant une nouvelle fois de la préfecture avant toute négociation que l'usine soit évacuée, conformément à un jugement rendu il y a deux ans, et jamais appliqué. Mais comme nous y sommes maintenant habitués avec ce pouvoir « de gauche », il suffit que la patronat exige pour que la gouvernement exécute.

Ainsi mercredi 18 janvier, au petit matin, une escouade de CRS (une dizaine de cars) sont venus chasser de leur usine les 3 ou 4 salariés qui y passaient la nuit. En quelques heures, à l'appel de l'UL CGT des 11°-12°, plusieurs militantEs, renforcés par plusieurs équipes de l'UD CGT 13 et des militantEs du NPA, du PCF ou du PG, se pressaient aux portes de l'usine gardée par les robocops. Ceux-ci n'ont pas hésité à user de grenades lacrymogènes pour tenir à distance les manifestants.

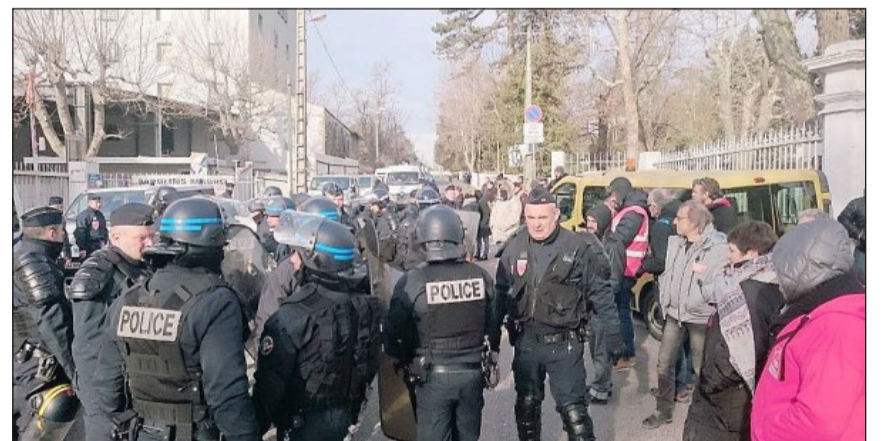
Jusqu'au bout!

Interpellée dès le matin par l'UD CGT, la préfecture a assuré que cette intervention policière avait pour but de permettre l'ouverture de négociations avec Nutrixo. C'est bien connu, les CRS sont les garants du « dialogue social » à la sauce Hollande! Une rencontre avec la CGT était ainsi programmée pour le lendemain soir, réunion au cours de laquelle le CRP (Commissaire au redressement productif... ou des profits?) a assuré que Nutrixo s'engageait à ne pas démanteler l'usine et que les négociations en vue de la reprise se passeraient dans la sérénité.

Difficile de savoir exactement quelle est la dose de mauvaise foi de cet « engagement ». Quels sont les buts de Nutrixo? Faire capoter le processus de reprise? Sortir les muscles pour montrer qu'ils ne cèdent pas aux luttes des travailleurs?

Faire monter les enchères auprès du repreneur? Toujours est-il que les salariés et la CGT ne font aucune confiance ni au patron licencier ni au gouvernement si prompt à lui être agréable.

Dès le soir de l'intervention des CRS, une équipe militante de l'usine voisine d'Arkéma, fournissait aux salariés des Moulins un camping-car pour pouvoir, de l'extérieur, veiller à ce qu'aucun camion ne vienne pour démonter quoi que ce soit dans l'usine qu'ils ont décidé voici trois ans de mettre sous leur protection. Une nouvelle fois, cet exemple vient étaler aux yeux de toutes et tous, que décidément, ce gouvernement « de gauche » ira jusqu'au bout. Jusqu'au bout de l'abject et des sales coups, au seul service des possédants et des exploités... Mais nous aussi, nous irons jusqu'au bout. Jusqu'au bout de la solidarité et de la



Des CRS au four... et aux Moulins. DR

lutte. Depuis l'intervention des flics, les appels circulent dans les syndicats et équipes militantes, afin que les salariés de l'usine ne se retrouvent pas seuls,

et que nuit et jour, les témoignages et actes de solidarité se multiplient pour les soutenir. Jusqu'à la victoire. Jean-Marie Battini

EUROPE Des milliers de migrantEs en danger de mort



Le dur calvaire des migrantEs l'hiver dans les Balkans... DR

Engoncés dans leurs pardessus d'indifférence, insensibles aux cris d'alarme du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), technocrates de Bruxelles et chefs d'État européens laissent mourir les migrantEs.

Accentuée par les rigueurs d'un hiver particulièrement froid, notamment en Grèce et dans les Balkans, la situation des migrantEs ne cesse de se dégrader. Lors d'une conférence tenue à Genève le 13 janvier dernier, le HCR « exhorte les gouvernements à en faire davantage pour les aider, et à cesser de les repousser aux frontières ou à les soumettre à des violences ». Pour Sarah Crowe, porte-parole de l'Unicef, « il s'agit de sauver des vies humaines et pas de paperasserie ou de conformité avec des arrangements bureaucratiques ». Des sages paroles... qui ne sont malheureusement suivies d'aucune mesure de la part de l'Union européenne !

État des lieux du désastre

À la frontière turco-grecque, par une température de -10°C, le fleuve Evros charrie des cadavres de jeunes migrantEs ayant tenté la traversée. En Grèce, sur l'île de Samos, un millier d'hommes, de femmes et d'enfants vivent sous des tentes non chauffées. À Belgrade, 1200 hommes vivent dans des entrepôts abandonnés, sans eau, sans électricité, subissant en plus des violences policières, des vols de vêtements et de portables. « Il fait tellement froid que les gens ne peuvent pas se déshabiller pour se laver. (...) L'eau est gelée, mais il n'y a qu'un point d'eau pour 2000 personnes. (...) Les infections de peau sont catastrophiques ! Chaque jour, on a plus de soixante personnes qui arrivent à la clinique MSF avec de la gale et des poux. (...) On n'arrivera pas à lutter contre une épidémie tant qu'il n'y aura pas les conditions sanitaires (ad hoc) », dénonce ainsi le responsable de Médecins sans frontières.

Que font l'Union européenne et l'État français ?

L'Europe vient de mettre en place via Frontex une structure joliment nommée « pôle expulsion ». Ce pôle de 690 personnes sera chargé d'accélérer les expulsions à partir de l'Italie et de la Grèce, pays où la plupart des migrantEs arrivent en Europe et ont laissé leurs empreintes (accords de Dublin). Quant à l'État français, il vient d'expulser deux migrants soudanais vers leur pays en guerre. Il continue à pourchasser les migrants à Calais, traquant tous ceux dont l'objectif est de passer en Angleterre, et sont de fait réduits à la clandestinité, aux campements discrets. Organisée par la police et soutenue par la mairie dont l'objectif est « Calais zéro migrant », la chasse au faciès bat son plein à chaque arrivée de train. À Paris, chaque nouveau campement est implacablement détruit par la police. Et à la frontière italienne, on traque migrantEs et soutiens... Ça ne peut plus durer !

Préparons la marche du 19 mars

Le week-end antiraciste international des 18 et 19 mars devient une échéance prioritaire au regard du drame que vivent les migrantEs dans l'Europe forteresse. Face aux racistes et aux nationalismes de droite comme de gauche, nous devons reprendre la rue comme nous avons su le faire contre la loi travail. Les solidarités s'organisent, et les retours des régions sont encourageants.

Partout, les militantEs du NPA se doivent d'être des organisateurs de la mobilisation en étant à l'initiative de collectifs unitaires pour préparer cette marche. Il n'y a pas une minute à perdre. Contre l'Europe forteresse, pour la solidarité avec les migrantEs, pour l'ouverture des frontières, c'est dans la rue que ça se passe !

Alain Pojolat

USA Trump: agressivité et impopularité, un record historique!

Jamais dans l'histoire des USA un président n'avait été aussi mal élu (2,8 millions de voix de moins que Clinton) et autant contesté.

« Une nouvelle vision »... menaçante

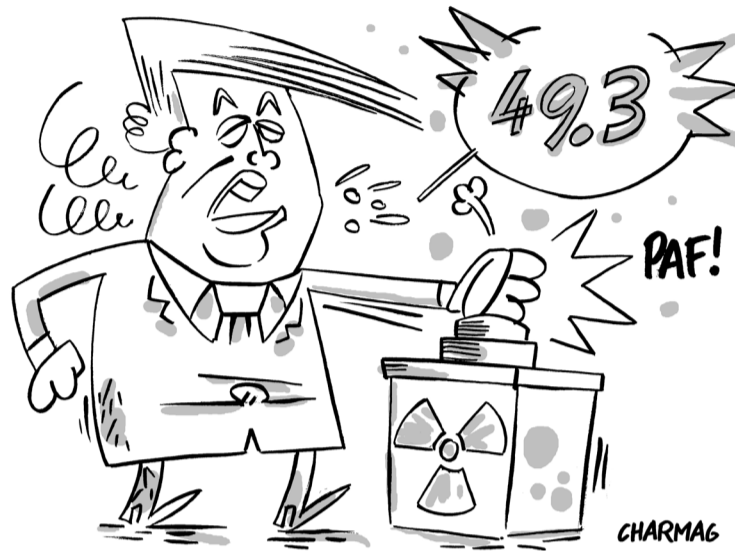
C'est devant une foule plutôt peu nombreuse, seulement les deux tiers de celle rassemblée il y a huit ans pour Obama, que Trump a prêté serment le 20 février. « À partir d'aujourd'hui, une nouvelle vision gouvernera cette terre, America first », a été la première phrase de Trump. « America first » (« L'Amérique en premier »), c'est-à-dire la lutte pour maintenir et renforcer la suprématie de la classe capitaliste américaine sur le monde. « L'Amérique a fait la richesse de tous les autres pays. [...] On a assuré la défense d'autres États qui refusaient d'assurer leur propre défense. [...] Le carnage dont l'Amérique a été victime doit s'arrêter ici et maintenant. » Une vision quelque peu perverse du passé... et de l'avenir !

Népotisme et milliardaires

« Nous allons ramener nos emplois. Nous allons rétablir nos frontières. Nous allons retrouver de la richesse. Et nous allons revivre nos rêves », prétend-il. Une démagogie qui s'adresse en fait à la bourgeoisie américaine et n'a d'autre but que de justifier le pouvoir autoritaire qu'il met en place en s'appuyant, au nom du peuple, sur une poignée d'oligarques de la finance et sa propre famille. « Parce qu'aujourd'hui non seulement nous transférons le pouvoir d'une administration à une autre ou d'un parti à un autre, mais nous transférons le pouvoir de la capitale Washington et le donnons

« Historique », un mouvement « sans précédent », disait Trump de sa propre élection... Ce sont bien les qualificatifs qui s'imposent... pour caractériser son impopularité au moment même de son investiture, ainsi que le vaste mouvement qu'il a soulevé contre lui.

MANIFS ANTI-TRUMP À TRAVERS LE MONDE



à nouveau à vous, le peuple américain. » De la poudre aux yeux pour justifier un pouvoir sans partage.

Offensive contre les peuples et les travailleurs

À peine investi, il a signé un décret contre l'Obamacare. Il demande aux services gouvernementaux de « lever, reporter, décaler l'application ou octroyer des exemptions », et aussi d'accorder plus de flexibilité aux États dans la mise en œuvre des programmes d'assurance santé en développant « un marché libre et ouvert dans le cadre d'un commerce inter-États pour offrir des services de santé et d'assurance santé ». Bref, le flou le plus total sans que

les Républicains n'aient encore annoncé un autre projet.

Dans la foulée, il a aussi signé un décret interdisant le financement des ONG internationales qui soutiennent l'avortement, puis l'acte de retrait des États-Unis du traité de libre-échange transpacifique (TPP), qui n'incluait pourtant pas la Chine. Lundi, il a ordonné le gel des embauches au niveau fédéral... sauf pour l'armée. Aux patrons, il a promis des baisses « massives » d'impôts et a affiché sa volonté de réduire la réglementation fédérale « de 75 %, peut-être plus ». Son protectionnisme n'est rien d'autre qu'une politique en faveur du patronat, et dans le même

temps, les États-Unis se déclarent ouverts à l'idée de mener des opérations militaires conjointes avec la Russie contre l'État islamique en Syrie ainsi qu'à poursuivre leur assistance militaire à l'Égypte.

Les femmes en tête de la contestation

L'agressivité antisociale, raciste et sexiste de Trump a reçu la réponse appropriée de la « Marche des femmes », qui a rassemblé 3 millions de personnes aux USA, et 4 millions à travers le monde. Des rassemblements ont eu lieu dans plus de 40 villes des États-Unis et dans 66 autres pays. Ils ont reçu le soutien des dizaines d'organisations progressistes en opposition frontale avec Donald Trump : un véritable melting-pot des mécontentements.

« Make America sane again » ou « Not my president ! », répondaient au « Make America great again » de Trump. Cette vaste et profonde mobilisation s'inscrit dans le mouvement qui, à travers le monde, s'oppose à l'offensive des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples, dont les femmes sont parmi les premières victimes. Il l'encourage et le renforce. La classe ouvrière a à y prendre toute sa place pour empêcher des milliardaires aventuriers et sans scrupules de prétendre parler en son nom, alors qu'ils agissent bien pour le compte de ses ennemis, les capitalistes.

Yvan Lemaître

CHINE Le combat des Walmart

Durée, indépendance, coordination : la lutte des Walmart présente des traits quasi uniques en Chine.

Les salariéEs de Walmart font face à la première entreprise mondiale en termes de chiffres. En 2015, le groupe comptait en Chine 419 magasins et 20 centres de distribution, employant plus de 100 000 employéEs. Il est internationalement réputé pour ses très bas salaires et son antisindicalisme. Assez paradoxalement, c'est en Chine qu'il a pour la première fois été obligé d'accepter une représentation syndicale d'État.

Pour faire pression sur l'entreprise géante, le gouvernement chinois a favorisé la création de sections syndicales officielles chez Walmart avec, fait très inhabituel, élection de leur représentation. Depuis, un accord a été passé entre la fédération syndicale (ACFTU) et la direction. Dans bien des cas, lui dites sections sont aujourd'hui dirigées par le responsable aux ressources humaines du magasin... Cette expérience a néanmoins contribué à la formation de militantEs qui se sont réinvestis dans l'Association des travailleurs de Walmart en Chine



Bienvenue dans le monde merveilleux de Walmart, en Chine et ailleurs... DR

(Walmart China Worker's Association - WCWA). Elle a tissé des liens étroits avec les réseaux militants des « Walmart » aux États-Unis. Depuis quatre mois, une lutte est en cours qui touche directement quatre magasins (alors qu'en général, les grèves ne se mènent que dans un seul établissement). Elle reçoit un très large écho dans le groupe (le nombre de membres de la WCWA atteint quelque 10 000). Elle a été déclenchée par la volonté de la direction d'imposer une flexibilité extrême du temps de travail obligeant ses salariéEs à

répondre instantanément à toute convocation. À travers la Chine, les employéEs de Walmart ont levé le poing lors d'actions de protestation, scandant « Ouvriers, levez-vous ! »

Identité collective et résistance commune

Le « monde de Walmart » est très particulier : les conditions de travail, la pyramide hiérarchique, l'idéologie d'entreprise et le règlement intérieur sont identiques dans tous ses magasins en Chine. Les salariéEs reçoivent un nom anglais, et doivent toutes et tous

crier quotidiennement les mêmes slogans. Un véritable culte est créé autour de la personnalité de Sam Walton, défunt fondateur de la transnationale actuellement dirigée par son fils Robson. Les employéEs se doivent d'être des « Walmart », se penser Walmart, une identité collective qui est devenue source de résistance commune. L'initiative du mouvement est venue des salariéEs, indépendamment de toute autre association que la leur. La WCWA fait usage avec succès d'internet pour se coordonner, informer (sur les droits légaux notamment), forger sa propre identité collective. Elle veut pérenniser son action, ayant conscience d'avoir engagé un combat de longue haleine. Elle a lancé en Chine même une campagne de collecte de fonds de solidarité, avec un succès encourageant, mais elle ne peut couvrir les frais de soutien aux grévistes, de défense légale... Le gouvernement chinois durcit la législation sur les ONG qui n'ont plus le droit de recevoir de l'aide financière de l'étranger. Cependant, un combat comme celui des Walmart montre que des luttes indépendantes peuvent s'organiser dans la durée. Elles doivent être soutenues. L'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) veut répondre à cette urgence et a lancé un appel en ce sens !

Pierre Rousset

1 - <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39958>

Essai

Adieux au capitalisme, Jérôme Baschet

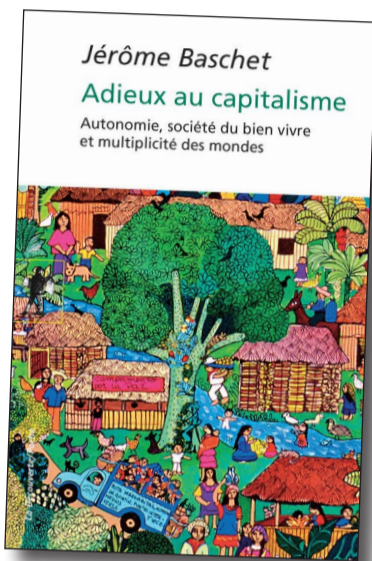
La Découverte, 2016 (réédition), 8,50 euros

Précédemment publié en 2014 et réédité en poche, cet ouvrage s'ouvre sur une dénonciation du capitalisme comme « système humanicide » et un retour sur les « ruptures historiques du néolibéralisme », la constitution d'un marché mondial évidemment, mais aussi les mutations du travail et ce qu'il appelle le « formatage concurrentiel des subjectivités »...

L'auteur écarte toute auto-réforme, toute atténuation des caractères les plus destructeurs du capitalisme, mais il pointe des potentialités techniques susceptibles d'être positives (énergies renouvelables, le numérique qui permet des formes de production et d'échange fondées sur la gratuité et la coopération), potentialités qui supposent de sortir du capitalisme pour que la gratuité l'emporte sur la marchandisation. Très opportunément, cette analyse lie intimement crise économique et crise écologique dans une critique antiproductiviste. Le sous-titre annonce la couleur : « Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes ». C'est à partir de l'expérience rebelle des zapatistes qu'est posée la question de l'autoémancipation et de l'autogouvernement. Autonomie donc mais pas comme simple projet local ou spécifiquement « indien » mais s'adressant à tous les peuples du monde. La question posée par Jérôme Baschet est celle de l'État. Se réclamant de Marx et de la critique « des dévoilements auxquels le fétichisme de l'État a conduit les efforts révolutionnaires du 20^e siècle », il propose de dégager les projets d'émancipation de leur « asservissement à la forme étatique ». Sans présenter une formule institutionnelle comme garantie contre la reconstitution d'une séparation entre gouvernants et gouvernés, il plaide pour une construction qui parte d'en bas.

Une lecture pour « ouvrir le futur »

Sur la question du travail, sont défendues à la fois une réduction radicale de la durée (12 ou 16 heures par semaine) et la dé-spécialisation généralisée, une société dans laquelle le « temps disponible » n'est pas un reste mais l'essentiel, par opposition au temps libre de la société capitaliste qui n'est que l'envers du travail, son complément voué à la consommation... Sur la question des moyens de production, l'auteur pointe à juste titre que l'on ne peut se limiter à



un changement dans le régime de propriété et à la planification, qu'il faut rompre avec la logique de la production-pour-la-production-et-pour-le-profit... Une rupture qui induit la fin l'hégémonie de l'économie sur l'ensemble des aspects de la vie. Multiplicité des mondes : il n'y a pas une voie unique pour construire un monde libéré de la tyrannie du capitalisme. Cette conviction s'appuie sur une unité de l'humanité qui ne nie pas sa diversité, sur un nouvel universalisme fort éloigné de celui des Lumières qui n'est que l'universalisation de valeurs européennes, sur une autre conception

de l'humain et des rapports entre humains et non-humains. Jérôme Baschet élimine sans hésitation l'option « travailler le système de l'intérieur » soit dans sa version qui voit l'État comme contrepois à la logique marchande, soit dans celle qui mise sur les tendances libératrices des nouvelles technologies. Reste entière la question des moyens de la rupture... Mais son ouvrage permet de « ouvrir le futur », alors que l'absence d'un projet de société enthousiasmant se fait cruellement sentir. Une lecture stimulante pour toutes les anticapitalistes.

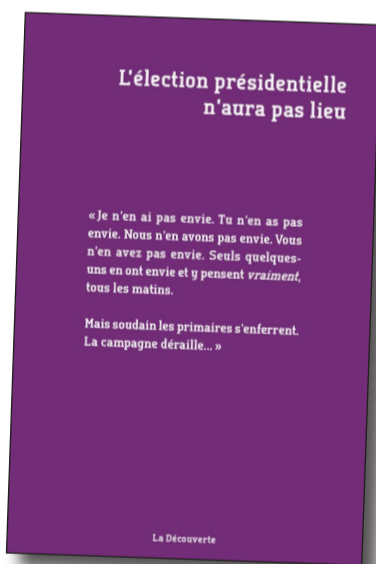
Christine Poupin

Essai

L'élection présidentielle n'aura pas lieu, Anonyme

La Découverte, 2016, 7,50 euros

« Il y a déjà longtemps que cette élection ne nous fait plus rêver. Postures à adopter, discours à débiter, sondages à faire peur, chroniques d'humoriste dès le matin pour supporter. Mais il est plus récent qu'elle soit devenu un tel cauchemar : un premier tour qui ressemble au second, avec un vote par défaut ; un second tour dont le seul enjeu est d'éviter l'élection d'un président d'extrême droite. Et un troisième tour qui n'aura, comme d'habitude, jamais lieu. À moins que... » Le décor est planté, et dès les premières pages de ce court mais percutant récit, nous sommes plongés dans une enthousiasmante chronique (une réécriture de l'histoire) : au sortir de la torpeur estivale de 2016, après la lutte contre la loi travail et alors que la crise politique bat son plein, un vaste mouvement de refus de l'élection présidentielle de 2017 se lève dans tout le pays...



Les premiers sondages alarment, puis très vite, cette véritable insoumission populaire descend dans la rue, et devient visible : on organise de grands banquets populaires, on vole

les chaises pour que les meetings politiques ne puissent pas se tenir, on recouvre d'affiches blanches les tronches électorales, etc. Même les maires refusent de participer à la mascarade, ne signant pour aucun candidat (au risque de donner une ridicule élection « démocratique »... avec à peine deux ou trois candidats !). Et la classe dirigeante prend alors peur : comment le pouvoir PS peut-il répondre au problème ? Quels candidats auto-proclamés « anti-système » pensent pouvoir tirer les marrons du feu ? Quelles perspectives ce mouvement peut-il se donner ?

Si l'on peut trouver que cette anticipation ne s'inscrit pas totalement dans une réalité que nous connaissons (malheureusement), si l'on peut ne pas partager toutes les considérations politiques que délivre ce récit (les auteurs, anonymes, semblent proche du Comité invisible de Julien Coupat, et n'épargnent personne, y compris un petit parti anticapitaliste...), il n'en reste pas moins une vulgarisation politique très bien écrite et comportant même quelques fulgurances dans la critique comme dans l'anticipation d'un mouvement inédit. Si seulement si...

Manu Bichindaritz

Roman

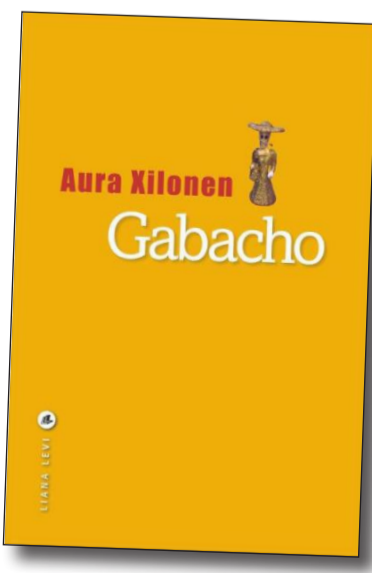
Liborio a seize ans. Il est entré aux États-Unis de façon illégale et au péril de sa vie, venant du Mexique où il n'avait plus rien à perdre, notamment pas sa famille. Maigre comme un clou, complètement en carence alimentaire, bourré de vers, sale et malodorant, il trace sa route sans états d'âme. Sauf quand il tombe amoureux de la jeune fille qui vit en face de la librairie hispanique où il se fait exploiter et insulter au quotidien par un petit blanc qui n'a qu'une seule qualité : être fou de littérature. Une passion que Liborio découvre et partage pendant ses nuits enfermés dans la boutique. Habitué à se défendre, Liborio n'a aucune inhibition dans les coups qu'il donne ou qu'il rend, un talent

Gabacho, Aura Xilonen

Traduit de l'espagnol (Mexique) par Julia Chardavoine, Liana Levi, 2016, 22 euros

qui de fil en aiguille va faire de lui un champion de boxe. Son langage, mêlant argot, spanglish et mots inventés par lui, est aussi direct que ses coups. Il multiplie à la fois les ennemis et les gens qui vont essayer de l'aider, pas toujours de façon désintéressée d'ailleurs... Ainsi le cas d'une journaliste avide d'un merveilleux et sentimental reportage sur le petit immigré qui sauve la belle américaine au péril de sa vie. *Gabacho* a été écrit par une jeune mexicaine de 19 ans, immigrée

quelque temps en Allemagne, mais c'est une œuvre de fiction. Un roman fortement caricatural, ou pas assez peut-être, tirant sur toutes les ficelles et les archétypes mais dans un cadre très réaliste. Écrit dans un style semi parlé, très agréable à lire, il est incroyablement vivant, dans une veine très étatsunienne, bon sentiment et happy end inclus. Les immigrés, un sujet dont la littérature française peine à s'emparer... Catherine Segala



Histoire / expo



Lascaux 4: bienvenue chez les humains!

Le fac-similé de la grotte de Lascaux – appelée Lascaux 2 – commençant aussi à se dégrader avec le temps, une nouvelle réplique, Lascaux 4, a été construite près de l'emplacement de la grotte originelle, à côté de Montignac en Dordogne. Ce nouveau centre d'art pariétal a été inauguré le 15 décembre dernier.

L'objectif de cette réalisation est de rendre accessible au plus grand nombre la grotte et ses parois peintes, parmi les plus extraordinaires jamais trouvées à ce jour en Europe. Les guides replacent les visiteurs dans l'atmosphère de la découverte de la grotte par des jeunes du village en 1944, et tentent de rendre compte de ce qu'elle était à l'origine : un abri idéal, dans un environnement alors très froid, protégé et avec une vue dégagée, pour des hommes et des femmes dont l'existence précaire ne pouvait être garantie que par leur action collective face à la nature.

La visite guidée n'extrapole pas sur le sens des peintures rupestres de la grotte. Elle n'exclut pas que ceux venus les exécuter pouvaient être animés par la recherche de quelque chose de surnaturel, de type religieux, vu qu'il ne s'agissait pas d'un lieu d'habitat et qu'il fallait un savoir-faire particulier pour réaliser des fresques qui semblent s'exprimer dans un langage abstrait et commun à travers l'Europe. Mais elle ne l'affirme pas non plus, préférant s'intéresser à la façon dont elles ont été faites plutôt qu'à pourquoi elles l'ont été.

Cette visite guidée de la grotte est suivie de la visite libre d'une salle contenant des fac-similés de toutes les parois peintes, permettant à l'aide d'une tablette de découvrir les fresques et représentations avec de très brefs commentaires qui donnent envie d'étudier et d'en savoir bien plus sur leurs créateurs, nos ancêtres. On peut ainsi admirer leur maîtrise, leur regard attentif sur la nature, leur capacité à épouser le moindre relief, à utiliser la moindre lumière pour s'exprimer.

Une pièce filmée fait revivre aux grands et aux petits les débats qu'a engendrés la découverte de ce qu'on dénomme la Préhistoire, en dénonçant les préjugés auxquels les chercheuses et chercheurs ont dû faire face, comme le refus des élites (y compris intellectuelles) d'accepter qu'ils étaient les descendants de tels « barbares »...

Après avoir montré les apports des sciences et des techniques (entre autres la génétique ou l'informatique) à la connaissance de l'humanité, cette visite interroge et interpelle sur les êtres pensants et sensibles que nous sommes.

Mónica Casanova

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi : 12 h – 20 h

